

*Universal Postal Convention. Signed at Buenos Aires May 23, 1939; ratified and approved by the Postmaster General January 12, 1940; approved by the President January 25, 1940.*

May 23, 1939

CONVENTION POSTALE  
UNIVERSELLE<sup>1)</sup>

UNIVERSAL POSTAL  
CONVENTION \*

CONCLUE ENTRE

CONCLUDED BETWEEN

<p>L'AFGHANISTAN, L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, l'ensemble des POSSESSIONS des ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, le ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, la RÉPUBLIQUE ARGENTINE, la COMMONWEALTH DE L'Australie, la BELGIQUE, la COLONIE DU CONGO BELGE, la BOLIVIE, le BRÉSIL, la BULGARIE, le CANADA, le CHILI, la CHINE, la RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, la RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, la RÉPUBLIQUE DE CUBA, le DANEMARK, la VILLE LIBRE DE DANZIG, la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTE, la RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR, L'ÉQUATEUR, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, la FINLANDE, la FRANCE, L'ALGÉRIE, les COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, l'ensemble des autres COLONIES FRANÇAISES, le ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, <i>l'ensemble des Colonies britanniques, y compris les Territoires d'outre-mer, les Protectorats et les Territoires sous suzeraineté ou sous mandat</i>, la GRÈCE, le GUATÉMALA, la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, la RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, la HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'IRAN, L'IRAQ, L'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES et Possessions ITALIENNES autres que <i>l'Afrique orientale italienne, l'Afrique orientale italienne</i>, le JAPON, le CHOSEN,</p>	<p>AFGHANISTAN, the UNION OF SOUTH AFRICA, ALBANIA, GERMANY, the UNITED STATES OF AMERICA, the whole of the POSSESSIONS OF THE UNITED STATES OF AMERICA, the KINGDOM OF SAUDI ARABIA, the ARGENTINE REPUBLIC, the COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, BELGIUM, the COLONY OF THE BELGIAN CONGO, BOLIVIA, BRAZIL, BULGARIA, CANADA, CHILE, CHINA, the REPUBLIC OF COLOMBIA, the REPUBLIC OF COSTA RICA, the REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, the FREE CITY OF DANZIG, the DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, the REPUBLIC OF EL SALVADOR, ECUADOR, SPAIN, the whole of the SPANISH COLONIES, ESTONIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, the FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES IN INDOCHINA, the whole of the other FRENCH COLONIES, the UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, the whole of the BRITISH COLONIES, including the OVERSEA TERRITORIES, the PROTECTORATES and the TERRITORIES under SUZERAINTY OF MANDATE, GREECE, GUATEMALA, the REPUBLIC OF HAITI, the REPUBLIC OF HONDURAS, HUNGARY, BRITISH INDIA, IRAN, IRAQ, IRELAND, ICELAND, ITALY, the whole of the ITALIAN COLONIES and POSSESSIONS other than ITALIAN EAST AFRICA, ITALIAN EAST AFRICA, JAPAN, CHOSEN, the whole of the other JAPANESE DEPENDENCIES, LATVIA, the LEVANT STATES UNDER FRENCH</p>
---	--

Contracting parties.

<sup>1)</sup> Nota.—Les dispositions nouvelles ou modifiées sont imprimées en caractères italiques.

\*[Translation by Post Office Department.]

l'ensemble des autres DÉPENDANCES JAPONAISES, la LETTONIE, les ETATS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (SYRIE ET LIBAN), la RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, la LITHUANIE, le LUXEMBOURG, le MAROC (à l'exclusion de la ZONE ESPAGNOLE), le MAROC (ZONE ESPAGNOLE), le MEXIQUE, le NICARAGUA, la NORVÈGE, la NOUVELLE-ZÉLANDE, la RÉPUBLIQUE DE PANAMA, le PARAGUAY, les PAYS-BAS, CURAÇAO et SURINAM, les INDES NÉERLANDAISES, le PÉROU, la COMMONWEALTH DES PHILIPPINES, la POLOGNE, le PORTUGAL, les COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, les COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE et de L'OCÉANIE, la ROUMANIE, la RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, le SIAM, la SUÈDE, la CONFÉDÉRATION SUISSE, la TCHÉCOSLOVAQUIE, la TUNISIE, la TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, la RÉPUBLIQUE O. DE L'URUGUAY, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, les ETATS-UNIS DE VÉNÉZUELA, L'YÉMEN ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à *Buenos Aires* en vertu de l'article 13 de la Convention postale universelle conclue au *Caire* le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, révisé ladite Convention conformément aux dispositions suivantes:

#### TITRE I.

### DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

#### CHAPITRE I.

### ORGANISATION ET RESSORT DE L'UNION.

#### ARTICLE PREMIER.

#### Constitution de l'Union.

Les Pays entre lesquels est conclue la présente Convention for-

MANDATE (SYRIA AND LEBANON), the REPUBLIC OF LIBERIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (EXCEPT THE SPANISH ZONE), MOROCCO (SPANISH ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NORWAY, NEW ZEALAND, the REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, the NETHERLANDS, CURAÇAO AND SURINAM, the NETHERLANDS INDIES, PERU, the COMMONWEALTH OF THE PHILIPPINES, POLAND, PORTUGAL, the PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, the PORTUGUESE COLONIES IN EAST AFRICA, IN ASIA AND OCEANIA, RUMANIA, the REPUBLIC OF SAN MARINO, SIAM, SWEDEN, the SWISS CONFEDERATION, CZECHO-SLOVAKIA, TUNISIA, TURKEY, the UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, the EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, the VATICAN CITY STATE, the UNITED STATES OF VENEZUELA, YEMEN, AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Buenos Aires by virtue of Article 13 of the Universal Postal Convention concluded at Cairo on March 20, 1934, have, by common consent and subject to ratification, revised the said Convention to read as follows:

#### TITLE I

### UNIVERSAL POSTAL UNION

#### CHAPTER I

### ORGANIZATION AND EXTENT OF THE UNION

#### ARTICLE 1

#### *Constitution of the Union*

The countries between which the present Convention is con-

ment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances.

L'Union postale a également pour objet d'assurer l'organisation et le perfectionnement des divers services postaux internationaux.

cluded form, under the name of *Universal Postal Union*, a single postal territory for the reciprocal exchange of correspondence.

The purpose of the Postal Union is also to assure the organization and perfection of the various international postal services.

Purpose.

#### ARTICLE 2.

#### ARTICLE 2

Adhésions nouvelles. Procédure.

*New adhesions. Procedure*

Tout Pays est admis en tout temps à adhérer à la Convention.

Any country is permitted at any time to adhere to the Convention.

Adhesions.

L'adhésion doit être notifiée par voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse et par celui-ci aux Gouvernements de tous les Pays de l'Union.

Notice of the adhesion shall be given through diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation and by the latter to the Governments of all the countries of the Union.

Procedure.

#### ARTICLE 3.

#### ARTICLE 3

Convention et Arrangements de l'Union.

*Convention and Agreements of the Union*

Le service de la poste aux lettres est réglé par les dispositions de la Convention.

The regular-mail service is governed by the provisions of the Convention.

Regular-mail service.

D'autres services, tels que ceux des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, des colis postaux, des mandats de poste, des virements postaux, des valeurs à recouvrer et des abonnements aux journaux et écrits périodiques, font l'objet d'Arrangements entre Pays de l'Union.

Other services, such as those of insured letters and boxes, parcel post, money orders, postal checks, collection orders, and subscriptions to newspapers and periodicals, form the subject of Agreements between countries of the Union.

Other services.

Ces Arrangements ne sont obligatoires que pour les Pays qui y ont adhéré.

Such Agreements are binding only upon countries which have adhered to them.

Countries bound by Agreements.

L'adhésion à un ou plusieurs de ces Arrangements est soumise aux dispositions de l'article 2.

Adhesion to one or more of those agreements is subject to the provisions of Article 2.

Adhesions.

#### ARTICLE 4.

#### ARTICLE 4

Règlements d'exécution.

*Regulations of Execution*

Les Administrations postales des Pays de l'Union arrêtent d'un commun accord, dans des Règlements d'exécution, les mesures d'ordre et de détail nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements.

The Postal Administrations of the countries of the Union draw up, by mutual agreement, in the form of Regulations of Execution, the measures of order and detail necessary for the execution of the Convention and the Agreements.

Regulations of Execution.

## ARTICLE 5.

## Unions restreintes. Arrangements spéciaux.

Restricted unions; special agreements.

*Les Pays de l'Union et, pour autant que leur législation ne s'y oppose pas, les Administrations, peuvent établir des Unions restreintes et prendre entre eux des arrangements spéciaux concernant les objets traités dans la Convention et dans son Règlement, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables, pour le public, que celles qui sont prévues par ces Actes.*

Option to participating countries.

*La même faculté est accordée aux Pays qui participent aux Arrangements et, le cas échéant, à leurs Administrations, en ce qui concerne les objets visés par ces Actes et leurs Règlements.*

Domestic legislation.

Les stipulations de la Convention et des Arrangements de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes.

Administrations as intermediaries.

Les Administrations qui desservent des territoires non compris dans l'Union sont tenues d'être les intermédiaires des autres Administrations. Les dispositions de la Convention et de son Règlement sont applicables à ces relations exceptionnelles.

Colonies, etc., considered as units.

Sont considérés comme formant un seul Pays ou une seule Administration de l'Union, suivant le cas, au sens de la Convention et des Arrangements en ce qui concerne, notamment, leur droit de vote aux Congrès, aux Conférences et dans l'intervalle entre les réunions ainsi que leur contribution

## ARTICLE 5

## Restricted Unions. Special Agreements

The countries of the Union and, insofar as their legislation is not opposed to it, the Administrations, may establish restricted Unions and make special agreements among themselves concerning the subjects dealt with in the Convention and its Regulations, on the condition, however, that they do not introduce therein any provisions less favorable, for the public, than those which are provided for by those Acts.

The same option is granted to the countries which participate in the Agreements and, as the case may be, to their Administrations, in regard to the subjects contemplated by those Acts and their Regulations.

## ARTICLE 6

## Domestic legislation

The provisions of the Convention and Agreements of the Union do not affect the legislation of any country concerning anything which is not expressly provided for by those Acts.

## ARTICLE 7

## Exceptional relations

Administrations which serve territories not comprised in the Union are bound to act as intermediary for the other Administrations. The provisions of the Convention and its Regulations are applicable to such exceptional relations.

## ARTICLE 8.

## Colonies, Protectorats, etc.

## ARTICLE 8

## Colonies, Protectorates, etc.

The following are considered as forming a single country or a single Administration of the Union, as the case may be, in the sense of the Convention and Agreements, particularly in regard to their right to vote in Congresses and Conferences and in the interval between meetings, as

aux dépenses du Bureau international de l'Union postale universelle:

- 1° l'ensemble des *Possessions des Etats-Unis d'Amérique comprenant* Hawaï, Porto-Rico, Guam et les Iles Vierges des Etats-Unis d'Amérique;
- 2° la Colonie du Congo belge;
- 3° l'ensemble des Colonies espagnoles;
- 4° l'Algérie;
- 5° les Colonies et Protectorats français de l'Indochine;
- 6° l'ensemble des autres Colonies françaises;
- 7° *l'ensemble des Colonies britanniques, y compris les Territoires d'outre-mer, les Protectorats et les Territoires sous suzeraineté ou sous mandat;*
- 8° l'ensemble des Colonies et *Possessions italiennes autres que l'Afrique orientale italienne;*
- 9° *l'Afrique orientale italienne;*
- 10° le Chosen;
- 11° l'ensemble des autres Dépendances japonaises;
- 12° Curaçao et Surinam;
- 13° les Indes néerlandaises;
- 14° les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale;
- 15° les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie.

## ARTICLE 9.

Application de la Convention aux Colonies, Protectorats, etc.

1.—Toute Partie contractante peut déclarer, soit au moment de sa signature, de sa ratification ou de son adhésion, soit ultérieurement, que l'acceptation par elle de la présente Convention comprend toutes ses Colonies, tous ses Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat ou certains d'entre eux seulement. Ladite déclaration, à moins qu'elle ne soit faite au moment de la signature de la Convention, devra être adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse.

well as their contribution to the expenses of the International Bureau of the Universal Postal Union:

- 1° The whole of the Possessions of the United States of America, comprising Hawaii, Puerto Rico, Guam, and the Virgin Islands of the United States of America;
- 2° The Colony of the Belgian Congo;
- 3° The whole of the Spanish Colonies;
- 4° Algeria;
- 5° The French Colonies and Protectorates in Indochina;
- 6° The whole of the other French Colonies;
- 7° The whole of the British Colonies, including the Oversea Territories, the Protectorates and the Territories under Suzerainty or Mandate;
- 8° The whole of the Italian Colonies and Possessions other than Italian East Africa;
- 9° Italian East Africa;
- 10° Chosen;
- 11° The whole of the other Japanese Dependencies;
- 12° Curaçao and Surinam;
- 13° The Netherlands Indies;
- 14° The Portuguese Colonies in West Africa;
- 15° The Portuguese Colonies in East Africa, Asia and Oceania.

## ARTICLE 9

*Application of the Convention to Colonies, Protectorates, etc.*

1. Any contracting party may declare, either at the time of its signature, ratification or adhesion, or subsequently, that its acceptance of the present Convention includes all its colonies, oversea territories, protectorates and territories under suzerainty or mandate, or certain of them only. The said declaration, unless made at the time of signing the Convention, shall be addressed to the Government of the Swiss Confederation.

Application of Convention to colonies, protectorates, etc.

## Limitation.

2.—La Convention ne s'appliquera qu'aux Colonies, Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat au nom desquels des déclarations auront été faites en vertu du § 1.

2. The Convention will apply only to the colonies, oversea territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate in whose name declarations have been made by virtue of Section 1.

## Denunciation.

3.—Toute Partie contractante peut en tout temps adresser au Gouvernement de la Confédération Suisse une notification en vue de dénoncer l'application de la Convention à toute Colonie, tout Territoire d'outre-mer, Protectorat ou Territoire sous suzeraineté ou sous mandat au nom duquel cette Partie a fait une déclaration en vertu du § 1. Cette notification produira ses effets un an après la date de sa réception par le Gouvernement de la Confédération Suisse.

3. Any contracting party may at any time address to the Government of the Swiss Confederation a notification with a view to denouncing the application of the Convention to any colony, oversea territory, protectorate or territory under suzerainty or mandate in the name of which that party has made a declaration by virtue of Section 1. That notification will become effective one year after the date of its receipt by the Government of the Swiss Confederation.

## Transmission of copies of declarations, etc.

4.—Le Gouvernement de la Confédération Suisse communiquera à toutes les Parties contractantes copie de chaque déclaration ou notification reçue en vertu des §§ 1 à 3.

4. The Government of the Swiss Confederation will transmit to all the contracting parties a copy of every declaration or notification received by virtue of Sections 1 to 3.

## Territory excluded.

5.—Les dispositions du présent article ne s'appliquent à aucune Colonie, aucun Territoire d'outre-mer, aucun Protectorat ou Territoire sous suzeraineté ou sous mandat qui figure dans le préambule de la Convention.

5. The provisions of the present Article do not apply to any colony, oversea territory, protectorate or territory under suzerainty or mandate enumerated in the Preamble of the Convention.

## ARTICLE 10.

## Ressort de l'Union.

## Extent of the Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle:

a) les bureaux de poste établis par des Pays de l'Union dans des territoires non compris dans l'Union;

b) la Principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'Administration des postes suisses;

c) les Iles Féroë, comme faisant partie du Danemark, et le Groenland, comme relevant de l'Administration des postes du Danemark, en qualité de colonie danoise;

d) les Possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne;

## ARTICLE 10

*Extent of the Union*

The following are considered as belonging to the Universal Postal Union:

(a) The post offices established by countries of the Union in territories not included in the Union;

(b) The Principality of Liechtenstein, as belonging to the Postal Administration of Switzerland;

(c) The Faeroe Islands as forming part of Denmark, and Greenland, as belonging to the Postal Administration of Denmark, in its capacity as a Danish colony;

(d) The Spanish possessions on the north coast of Africa, as forming part of Spain;

e) les Vallées d'Andorre, comme desservies par l'Administration des postes espagnoles et l'Administration des postes françaises;

f) la Principauté de Monaco, comme relevant de l'Administration des postes de France;

g) Walfisch-Bay, comme faisant partie de l'Union de l'Afrique du Sud; Basutoland *et Swaziland*, comme relevant de l'Administration des postes de l'Union de l'Afrique du Sud.

(e) The Valleys of Andorra, as served by the Spanish and French Postal Administrations;

(f) The Principality of Monaco, as belonging to the Postal Administration of France;

(g) Walvis Bay, as forming part of the Union of South Africa; Basutoland and Swaziland, as belonging to the Postal Administration of the Union of South Africa.

## ARTICLE 11.

## Arbitrages.

1.—En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation de la Convention et des Arrangements *ainsi que de leurs Règlements d'exécution* ou de la responsabilité dérivant, pour une Administration, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

Au cas où l'une des Administrations en désaccord ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, ou de neuf mois pour les Pays éloignés, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

2.—La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3.—En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les membres de l'Union non proposés par les arbitres.

## ARTICLE 11

*Arbitration*

1. In case of disagreement between two or more members of the Union as to the interpretation of the Convention and Agreements, as well as their Regulations of Execution, or as to the responsibility imposed upon an Administration by the application of those Acts, the question in dispute is settled by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union which is not directly interested in the matter.

If one of the Administrations involved in the dispute does not take any action on a proposal for arbitration within a period of six months, or nine months in the case of distant countries, the International Bureau, if a request is made of it to that effect, calls upon the defaulting Administration to appoint an arbitrator, or appoints one itself officially.

2. The decision of the arbitrators is made on an absolute majority of votes.

3. In case of a tie vote, the arbitrators, for the purpose of settling the difference, choose another Administration which likewise has no interest in the dispute.

In case of disagreement as to a choice, that Administration is designated by the International Bureau from among the members of the Union not proposed by the arbitrators.

Arbitration of disputes.

Decision.

Tie vote, etc.

Disputes concerning Agreements; arbitrators.

4.—S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui exécutent cet Arrangement.

4. If it is a question of a dispute concerning one of the Agreements, only such Administrations as execute that Agreement may be designated as arbitrators.

## ARTICLE 12.

Sortie de l'Union. Cessation de participation aux Arrangements.

## ARTICLE 12

*Withdrawal from the Union. Termination of participation in the Agreements*

Withdrawals, etc.

Chaque Partie contractante a la faculté de se retirer de l'Union ou de cesser sa participation aux Arrangements moyennant avertissement donné un an à l'avance par voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse et par celui-ci aux Gouvernements des Pays contractants.

Any contracting party has the option of withdrawing from the Union or of ceasing to participate in the Agreements by notice given one year in advance through diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation and by the latter to the Governments of the contracting countries.

## CHAPITRE II.

CONGRÈS. CONFÉRENCES.  
COMMISSIONS.

## CHAPTER II

CONGRESSES. CONFERENCES.  
COMMITTEES

## ARTICLE 13.

Congrès.

## ARTICLE 13

*Congresses*

Meetings.

1.—Les délégués des Pays de l'Union se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent, en vue de soumettre ces Actes à revision ou de les compléter, s'il y a lieu.

1. Delegates from the countries of the Union meet in Congress not later than five years after the effective date of the Acts of the preceding Congress, with a view to revising or completing those Acts, if necessary.

Representatives.

Chaque Pays se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs délégués plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut être chargée que de la représentation de deux Pays, y compris celui qui l'a primitivement accréditée.

Each country is represented at the Congress by one or more plenipotentiary delegates, provided with the necessary credentials, by their Government. It may, if necessary, be represented by the delegation of another country. However, it is understood that a delegation may be charged with representing only two countries, including the one by which it was originally accredited.

Votes.

Dans les délibérations, chaque Pays dispose d'une seule voix.

In the deliberations, each country has but one vote.

Subsequent meeting place.

2.—Chaque Congrès fixe le lieu de réunion du Congrès suivant. Celui-ci est convoqué par les soins du Gouvernement du Pays dans lequel il doit avoir lieu, après entente avec le Bureau international. Ce Gouvernement est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des

2. Each Congress fixes the meeting-place of the next Congress. The latter is called together by the Government of the country in which it is to be held, in consultation with the International Bureau. That Government is likewise charged with notifying all the Governments of the

Pays de l'Union des décisions prises par le Congrès. countries of the Union of the decisions made by the Congress.

ARTICLE 14.

Ratifications. Mise à exécution et durée des Actes des Congrès.

Les Actes des Congrès sont ratifiés aussitôt que possible et les ratifications sont communiquées au Gouvernement du Pays, siège du Congrès, et par ce Gouvernement aux Gouvernements des Pays contractants.

Dans le cas où une ou plusieurs des Parties contractantes ne ratifieraient pas l'un ou l'autre des Actes signés par elles, ceux-ci n'en seraient pas moins valables pour les Etats qui les auront ratifiés.

Ces Actes sont mis à exécution simultanément et ont la même durée.

Dès le jour fixé pour la mise à exécution des Actes adoptés par un Congrès, tous les Actes du Congrès précédent sont abrogés.

ARTICLE 15.

Congrès extraordinaires.

Lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers au moins des Pays contractants, un Congrès extraordinaire est réuni après entente avec le Bureau international.

Les règles édictées aux articles 13 et 14 sont applicables aux délégations, aux délibérations et aux Actes des Congrès extraordinaires.

ARTICLE 16.

Règlement des Congrès.

Chaque Congrès arrête le règlement nécessaire à ses travaux et à ses délibérations.

ARTICLE 17.

Conférences.

Des Conférences chargées de l'examen de questions purement administratives peuvent être réunies à la demande ou avec l'assen-

ARTICLE 14

*Ratifications. Entry into force and duration of the Acts of Congresses*

The Acts of Congresses are ratified as soon as possible, and the ratifications are communicated to the Government of the country where the Congress was held, and by that Government to the Governments of the contracting countries.

In case that one or more of the contracting countries do not ratify one or another of the Acts signed by them, the latter will nevertheless be valid for the countries which have ratified them.

Those Acts are put into effect simultaneously and have the same duration.

From the date fixed for the entry into force of the Acts adopted by a Congress, all the Acts of the preceding Congress are abrogated.

ARTICLE 15

*Extraordinary Congresses*

An extraordinary Congress is called together by agreement with the International Bureau when a request to that effect is made or approved by at least two-thirds of the contracting countries.

The rules laid down by Articles 13 and 14 are applicable to the delegations, the deliberations, and the Acts of extraordinary Congresses.

ARTICLE 16

*Regulations for Congresses*

Each Congress draws up the necessary regulations for its work and deliberations.

ARTICLE 17

*Conferences*

Conferences charged with the examination of purely administrative questions may be called together at the request or with the

Ratification of Acts of Congresses.

Validity.

Effect and duration.

Abrogation of Acts of preceding Congress.

Extraordinary Congresses.

Rules applicable.

Regulations.

Conferences on administrative questions.

timent des deux tiers au moins des Administrations de l'Union.

Elles sont convoquées après entente avec le Bureau international.

Chaque Conférence arrête son règlement.

consent of at least two-thirds of the Administrations of the Union.

They are called together by agreement with the International Bureau.

Each Conference draws up its own regulations.

#### ARTICLE 18.

##### Commissions.

Committees.

Les Commissions chargées par un Congrès ou une Conférence de l'étude d'une ou de plusieurs questions déterminées sont convoquées par le Bureau international après entente, le cas échéant, avec l'Administration du Pays où ces Commissions doivent se réunir.

#### ARTICLE 18

##### Committees

Committees charged by a Congress or a Conference with the study of one or more particular questions are called together by the International Bureau, in consultation, if necessary, with the Administration of the country where such Committees are to meet.

### CHAPITRE III.

#### PROPOSITIONS DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

#### ARTICLE 19.

##### Introduction des propositions.

Introduction of propositions.

Dans l'intervalle des réunions, toute Administration a le droit d'adresser aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant la Convention, son Protocole final et son Règlement.

Le même droit est accordé aux Administrations des Pays participant aux Arrangements en ce qui concerne ces Arrangements, leurs Règlements et leurs Protocoles finals.

Support necessary.

Pour être mises en délibération, toutes les propositions introduites par une Administration dans l'intervalle des réunions doivent être appuyées par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, le nombre nécessaire de déclarations d'appui.

#### ARTICLE 20.

##### Examen des propositions.

Examination; procedure.

Toute proposition est soumise à la procédure suivante:

Un délai de six mois est laissé aux Administrations pour examiner la proposition et, le cas éché-

### CHAPTER III

#### PROPOSITIONS IN THE INTERVAL BETWEEN MEETINGS

#### ARTICLE 19

##### Introduction of propositions

In the interval between meetings any Administration has the right to address to the other Administrations, through the intermediary of the International Bureau, propositions concerning the Convention, its Final Protocol, and its Regulations.

The same right is accorded to the Administrations of the countries participating in the Agreements in regard to those Agreements, their Regulations, and their Final Protocols.

In order to be considered, all propositions introduced by an Administration in the interval between meetings must be supported by at least two other Administrations. Such propositions are ignored when the International Bureau does not receive, at the same time, the necessary number of declarations of support.

#### ARTICLE 20

##### Examination of propositions

Every proposition is submitted to the following procedure:

A period of six months is allowed for the Administrations to examine the propositions and

ant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de six mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

send in their observations, if any, to the International Bureau. Amendments are not admitted. The replies are assembled by the International Bureau and communicated to the Administrations, with an invitation to pronounce themselves for or against. Those which have not sent in their votes within a period of six months are considered as abstaining. The periods above mentioned are counted from the dates of the circulars of the International Bureau.

Si la proposition concerne un Arrangement, son Règlement ou leurs Protocoles finals, seules les Administrations ayant adhéré à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées ci-dessus.

If the proposition concerns an Agreement, its Regulations, or their Final Protocols, only the Administrations which have adhered to that Agreement may take part in the procedure indicated above.

## ARTICLE 21.

## Conditions d'approbation.

1.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir:

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des Titres I et II et des articles 33 à 37, 54 à 59, 61 à 63, 65 à 68, 70 à 82 de la Convention, de tous les articles de son Protocole final et des articles 101, 105, 116, 164, 175 et 196 de son Règlement;

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent;

c) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11.

2.—Les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

## ARTICLE 22.

## Notification des résolutions.

Les additions et les modifications apportées à la Convention,

## ARTICLE 21

*Conditions of approval*

1. In order to become effective, the propositions must obtain:

(a) Unanimity of votes, if it is a question of adding new provisions or modifying the provisions of Titles I and II or of Articles 33 to 37, 54 to 59, 61 to 63, 65 to 68, 70 to 82 of the Convention, of any of the Articles of its Final Protocol, or of Articles 101, 105, 116, 164, 175 and 196 of its Regulations;

(b) Two-thirds of the votes, if it is a question of modifying provisions other than those mentioned in the preceding paragraph;

(c) A simple majority, if it is a question of interpreting the provisions of the Convention, its Final Protocol or its Regulations, except in the case of disagreement to be submitted to arbitration as provided for by Article 11.

2. The Agreements fix the conditions to which the approval of propositions concerning them is subject.

## ARTICLE 22

*Notification of decisions*

Additions to and modifications of the Convention, the Agree-

Conditions of approval.

Unanimity of votes.

Two-thirds of votes.

Simple majority.

Determination of conditions.

Notification of changes.

aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération Suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux Gouvernements des Pays contractants.

Les additions et les modifications apportées aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont constatées et notifiées aux Administrations par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 21, § 1, lettre c).

ments and the Final Protocols of those Acts are sanctioned by a diplomatic declaration which the Government of the Swiss Confederation is charged with making up and transmitting, at the request of the International Bureau, to the Governments of the contracting countries.

Additions to and modifications of the Regulations and their Final Protocols are drawn up and communicated to the Administrations by the International Bureau. The same applies to the interpretations contemplated in Article 21, Section 1, letter (c).

## ARTICLE 23.

## Exécution des résolutions.

Effective date.

Toute addition ou modification adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

## ARTICLE 23

*Effective date of decisions*

No addition or modification adopted is effective until at least three months after its notification.

## CHAPITRE IV.

## DU BUREAU INTERNATIONAL.

## ARTICLE 24.

## Attributions générales.

Operation.

1.—Un Office central, fonctionnant à Berne sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, et placé sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Pays de l'Union.

Functions, duties, etc.

Ce Bureau est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des Parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des Actes du Congrès; de notifier les changements adoptés et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que la Convention, les Arrangements et leurs Règlements lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

## CHAPTER IV

## INTERNATIONAL BUREAU

## ARTICLE 24

*General functions*

1. A central Office, operating at Berne under the name of *International Bureau of the Universal Postal Union*, and placed under the supervision of the Swiss Postal Administration, serves as an organ of liaison, information and consultation for the countries of the Union.

That Bureau is charged, in particular, with assembling, coordinating, publishing and distributing information of all kinds concerning the international postal service; with giving, at the request of the interested parties, an opinion on questions in dispute; with making known requests for modification of the Acts of the Congress; with giving notice of the changes adopted; and, in general, with undertaking such studies and work in connection with editing and arranging material as the Convention, the Agreements and their Regulations may assign to it, or which may be entrusted to it in the interests of the Union.

2.—Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service international des postes, entre les Administrations qui réclament cette intervention.

2. It acts as a clearing-house for the settlement of accounts of all kinds relative to the international postal service, between Administrations requesting such intervention.

Settlement of postal accounts.

ARTICLE 25.

Dépenses du Bureau international.

1.—Chaque Congrès arrête le chiffre maximum que peuvent atteindre annuellement les dépenses ordinaires du Bureau international.

Ces dépenses, ainsi que les frais extraordinaires auxquels donne lieu la réunion d'un Congrès, d'une Conférence ou d'une Commission, et les frais que pourraient entraîner des travaux spéciaux confiés à ce Bureau sont supportés en commun par tous les Pays de l'Union.

2.—Ceux-ci sont divisés, à cet effet, en 7 classes dont chacune contribue au payement des dépenses dans la proportion ci-après:

1 <sup>re</sup> classe, 25 unités
2 <sup>e</sup> " 20 "
3 <sup>e</sup> " 15 "
4 <sup>e</sup> " 10 "
5 <sup>e</sup> " 5 "
6 <sup>e</sup> " 3 "
7 <sup>e</sup> " 1 unité.

3.—En cas d'adhésion nouvelle, le Gouvernement de la Confédération Suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du Pays intéressé, la classe dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des frais du Bureau international.

ARTICLE 25

*Expenses of the International Bureau*

1. Each Congress fixes the maximum figure for the ordinary annual expenses of the International Bureau.

Those expenses, as well as the extraordinary expenses arising from the meeting of a Congress, a Conference or a Committee, and the expenses incurred in connection with special work entrusted to that Bureau, are shared by all the countries of the Union.

2. The latter are divided, for that purpose, into 7 classes, each of which contributes to the payment of the expenses in the following proportion:

1st class, 25 units
2d " 20 "
3d " 15 "
4th " 10 "
5th " 5 "
6th " 3 "
7th " 1 unit

3. In case of a new adhesion, the Government of the Swiss Confederation determines, by mutual agreement with the Government of the country concerned, the class in which the latter is to be placed for the apportionment of the expenses of the International Bureau.

Fixing of maximum expenses.

Sharing of expenses.

Proportionate share.

New adhesions.

TITRE II.

RÈGLES D'ORDRE GÉNÉRAL.

CHAPITRE UNIQUE.

ARTICLE 26.

Liberté de transit.

1.—La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

TITLE II

GENERAL REGULATIONS

SOLE CHAPTER

ARTICLE 26

*Liberty of transit*

1. Liberty of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

Liberty of transit.

## Limitation.

2.—La liberté du transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestres et maritimes est limitée au territoire des Pays participant à ce service.

2. Liberty of transit for parcel post to be sent by the land and sea routes is limited to the territory of countries participating in that service.

## Insured articles.

Les envois avec valeur déclarée peuvent transiter en dépêches closes par le territoire des Pays qui n'assurent pas le service des envois de l'espèce ou par des services maritimes pour lesquels la responsabilité des valeurs n'est pas acceptée par les Pays, mais la responsabilité de ces Pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

Insured articles may be sent in transit in closed mails through the territory of countries which do not take part in such service, or by maritime services where responsibility for insured articles is not accepted by the countries, but the responsibility of those countries is limited to that prescribed for registered articles.

## Air-mail parcels.

3.—La liberté du transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Administrations qui n'ont pas adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux ne peuvent être obligées de participer à l'acheminement, par les voies terrestres et maritimes, des colis-avion.

3. Liberty of transit for air-mail parcels is guaranteed throughout the entire territory of the Union. However, the Administrations which have not adhered to the Agreement concerning parcel post may not be obliged to participate in the transmission of air-mail parcels by the land and sea routes.

## ARTICLE 27.

## ARTICLE 27

Interdiction de taxes non prévues.

*Prohibition against unauthorized charges*

## Prohibition against unauthorized charges.

Il est interdit de percevoir des taxes postales, de quelque nature que ce soit, autres que celles qui sont prévues par la Convention et les Arrangements.

It is forbidden to collect postal charges of any kind whatever other than those prescribed by the Convention and Agreements.

## ARTICLE 28.

## ARTICLE 28

Suspension temporaire de services.

*Temporary suspension of services*

## Temporary suspension of services.

Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

When, as a result of exceptional circumstances, an Administration finds itself obliged to suspend the execution of services temporarily, in whole or in part, it is bound to give notice thereof immediately, by telegraph if necessary, to the Administration or Administrations concerned.

## ARTICLE 29.

## ARTICLE 29

Monnaie-type.

*Monetary standard*

## Monetary standard.

Le franc pris comme unité monétaire dans les dispositions de la Convention et des Arrangements est le franc-or à 100 cen-

The franc used as the monetary unit in the provisions of the Convention and Agreements is the gold franc of 100 centimes weigh-

times d'un poids de 10/31<sup>e</sup> de gramme et d'un titre de 0,900. ing 10/31 of a gram and having a fineness of 0.900.

## ARTICLE 30.

## Equivalents.

Dans chaque Pays de l'Union, les taxes sont établies d'après une équivalence correspondant aussi exactement que possible, dans la monnaie de ce Pays, à la valeur du franc.

## ARTICLE 31.

## Formules. Langue.

1.—Les formules à l'usage des Administrations pour leurs relations réciproques doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire dans une autre langue, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2.—Les formules à l'usage du public doivent comporter une traduction interlinéaire en langue française, lorsqu'elles ne sont pas imprimées en cette langue.

3.—Les textes, couleurs et dimensions des formules dont il est question aux §§ 1 et 2 doivent être ceux que prescrivent les Règlements de la Convention et des Arrangements.

4.—Les Administrations peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques.

## ARTICLE 32.

## Cartes d'identité.

1.—Chaque Administration peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité valables comme pièces justificatives pour toutes les transactions effectuées par les bureaux de poste des Pays qui n'auraient pas notifié leur refus de les admettre.

2.—L'Administration qui fait délivrer une carte d'identité est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe qui ne peut être supérieure à 70 centimes.

## ARTICLE 30

*Equivalents*

In each country of the Union, the postage rates are fixed according to equivalents corresponding as exactly as possible to the value of the franc in the money of that country.

## ARTICLE 31

*Forms. Language*

1. The forms used by the Administrations in their reciprocal relations shall be drawn up in the French language, with or without an interlinear translation in another language, unless the Administrations concerned arrange otherwise by direct agreement.

2. The forms used by the public shall include an interlinear translation in the French language when they are not printed in that language.

3. The texts, colors and dimensions of the forms mentioned in Sections 1 and 2 shall be those prescribed by the Regulations of the Convention and of the Arrangements.

4. Administrations may come to agreements as to the language to be employed for official correspondence in their reciprocal relations.

## ARTICLE 32

*Identity cards*

1. Any Administration may issue, to persons who apply for them, identity cards valid as proof of identity for all post-office business in the countries which have not given notice of their refusal to admit them.

2. The Administration issuing an identity card is authorized to collect a charge therefor not exceeding 70 centimes.

Equivalents.

Forms.

Use of French language.

Texts, dimensions, etc.

Official correspondence.

Issuance of identity cards.

Charge.

Release from responsibility.

3.—Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le payement d'un mandat a eu lieu sur la présentation d'une carte d'identité régulière.

Elles ne sont pas, non plus, responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux d'une carte d'identité régulière.

Validity.

4.—La carte d'identité est valable pendant trois ans à partir du jour de son émission.

3. Administrations are released from all responsibility when it is proved that a mail article was delivered or a money order paid upon presentation of a valid identity card.

Neither are they responsible for the consequences of loss, theft or fraudulent use of a valid identity card.

4. The identity card is valid for three years from the date of issue.

### TITRE III.

## DISPOSITIONS CONCERNANT LES CORRESPONDANCES POSTALES.

### CHAPITRE I.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

#### ARTICLE 33.

#### Objets de correspondance.

Articles of correspondence; definition.

La dénomination d'objets de correspondance s'applique aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux papiers d'affaires, aux imprimés, aux impressions en relief à l'usage des aveugles, aux échantillons de *merchandise*, aux petits paquets et aux envois dits «*Phonopost*».

Small packets.

Le service des petits paquets est limité aux pays qui conviennent de l'assurer dans leurs relations réciproques ou dans une seule direction.

#### ARTICLE 34.

#### Taxes et conditions générales.

Postage rates. Limits of weight and dimensions.

1.—Les taxes d'affranchissement pour le transport des objets de correspondance dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays où le service de distribution est ou sera organisé, ainsi que les limites de

### TITLE III

## PROVISIONS CONCERNING POSTAL CORRESPONDENCE

### CHAPTER I

#### GENERAL PROVISIONS

#### ARTICLE 33

#### *Articles of correspondence*

The term *articles of correspondence* applies to letters, single and reply-paid post cards, commercial papers, prints, raised print for the blind, samples of merchandise, small packets, and *Phonopost* articles.

The service of small packets is limited to the countries which agree to execute it in their reciprocal relations or in one direction only.

#### ARTICLE 34

#### *Postage rates and general conditions*

1. The postage rates for the transportation of articles of correspondence throughout the entire extent of the Union, including their delivery at the residence of the addressees in countries where the delivery service is or may be established, and the limits of

poids et de dimensions sont fixées weight and dimensions, are fixed conformément aux indications du in accordance with the indications tableau ci-après: of the following table:

Objets 1	Unités de poids 2	Taxes 3	de poids 4	Limites de dimensions 5
Lettres (1er échelon de poids... (par échelon supplémentaire	g 20	c 20 12	2 kg.	Longueur, largeur et épaisseur additionnées: 90 cm., sans que la plus grande dimension puisse dépasser 60 cm.; en rouleau: longueur et deux fois le diamètre: 100 cm., sans que la plus grande dimension puisse dépasser 80 cm. Maxima: 15X10,5 cm. Minima: 10X7 cm.
Cartes postales (simples avec réponse payée	12	12	2 kg.	
Papiers d'affaires Minimum de taxe	50	4	2 kg.	
Imprimés	50	4	2 kg (3 kg pour les volumes expédiés isolément)	
Impressions en relief pour les aveugles	1000	2	7 kg.	Comme pour les lettres.
Echantillons de marchandises	50	4	500 g.	Les imprimés expédiés à découvert sous forme de cartes pliées ou non pliées sont soumis aux mêmes limites minima que les cartes postales.
Petits paquets	50	8	1 kg.	
Minimum de taxe	50	10	500 g.	Longueur, largeur et épaisseur additionnées: 60 cm., sans que la plus grande dimension puisse dépasser 26 cm.
Envois « Phonopost » (1er échelon de poids... par échelon supplémentaire mensuel	20	10		

  

Articles 1	Units of weight 2	Rates 3	Weight 4	Limits of— Dimensions 5
Letters (First unit of weight... Each additional unit	g 20	0 20 12	2 kg.	Length, breadth, and thickness combined, 90 cm.; but greatest length, 60 cm.; in rolls: length and twice the diameter, 100 cm.; but greatest length, 80 cm. Maximum 15 by 10.5 cm.; minimum 10 by 7 cm.
Post cards (Single With reply paid	12	12		
Commercial papers Minimum charge	50	24	2 kg.	
Prints	50	20	2 kg. (3 kg. for single volumes).	As for letters.
Raised print for the blind	1,000	2	7 kg.	Prints sent open in the form of folded or unfolded cards are subject to the same minimum limits as post cards.
Samples of merchandise Minimum charge	50	4	500 g.	
Small packets	50	8	1 kg.	
Minimum charge	50	10	500 g.	
Phonopost articles (First unit of weight... Each additional unit	20	15 10		Length, breadth, and thickness combined, 60 cm.; but the greatest dimension may not exceed 26 cm.

2.—Les limites de poids et de dimensions fixées au § 1 ne s'appliquent pas aux correspondances relatives au service postal, dont il est question à l'article 49, § 1, ci-après.

3.—Dans les relations avec les Administrations qui ont donné leur consentement, chaque Administration a la faculté de con-

2. The limits of weight and dimensions fixed by Section 1 do not apply to the correspondence relative to the postal service mentioned in Article 49, Section 1, hereafter.

3. In relations with Administrations which have given their consent, each Administration has the option of granting to news-

Franked matter.

Post, p. 2074.

Newspapers and periodicals.

céder aux journaux et écrits périodiques publiés dans son pays une réduction de 50% sur le tarif général des imprimés, *tout en se réservant le droit de limiter cette réduction aux journaux et écrits périodiques* expédiés directement par les éditeurs ou leurs mandataires. Sont exclus de la réduction, quelle que soit la régularité de leur publication, les imprimés commerciaux tels que catalogues, prospectus, prix courants, etc.

Catalogs, etc.

Books, sheet music, etc.

Les Administrations peuvent également, avec le consentement des Administrations destinataires, concéder la même réduction, quels que soient les expéditeurs, aux livres et brochures, aux papiers de musique et aux cartes géographiques qui ne contiennent aucune publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde de ces envois.

Minimum charge.

*D'une manière générale, les Administrations expéditrices qui ont admis en principe la réduction de 50% se réservent la faculté de fixer, pour les envois visés aux 1er et 2e alinéas ci-dessus, un minimum de perception qui, tout en restant dans les limites des 50% de réduction, ne soit pas inférieur à la taxe applicable aux mêmes objets dans leur service interne.*

Restriction on articles.

4.—Les envois autres que les lettres recommandées sous enveloppe close ne peuvent renfermer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

Enclosures intended for other than addressee.

5.—Les Administrations des pays d'origine et de destination ont la faculté de traiter, selon leur législation interne, les lettres qui contiennent des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle à l'adresse de personnes autres que le destinataire ou les personnes habitant avec ce dernier.

Commercial papers, etc.

6.—Sauf les exceptions prévues au Règlement, les papiers d'affaires, les imprimés, les impres-

papers and periodicals published in its country a reduction of 50 per cent in the general rate for prints, while reserving the right to limit that reduction to newspapers and periodicals sent direct by the publishers or their representatives. There are excluded from the reduction, regardless of the regularity of their publication, commercial prints such as catalogs, prospectuses, price lists, etc.

Administrations may also, with the consent of the Administrations of destination, grant the same reduction, irrespective of the senders, to books and pamphlets, sheet-music and maps which do not contain any publicity or advertising other than that appearing on the covers or fly-leaves of these articles.

In a general manner, the Administrations of origin which have accepted, in principle, the reduction of 50 per cent, reserve the right to fix, for the articles contemplated in the 1st and 2d paragraphs above, a minimum charge which, while remaining within the limits of the reduction of 50 per cent, is not lower than the charge applicable to the same articles in their domestic service.

4. Articles other than registered letters in sealed envelopes may not contain coins, banknotes, paper money or any values payable to the bearer; manufactured or unmanufactured platinum, gold or silver; precious stones, jewelry, or other precious articles.

5. The Administrations of the countries of origin and destination have the option of treating, in accordance with their domestic legislation, letters which contain documents having the character of actual personal correspondence addressed to persons other than the addressee or persons residing with the latter.

6. With the exceptions provided for in the Regulations, commercial papers, prints, prints

sions à l'usage des aveugles, les échantillons de marchandises et les petits paquets:

a) doivent être conditionnés de manière à pouvoir être facilement vérifiés;

b) ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;

c) ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur.

7.—Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande.

8.—Le service des envois "Phonopost" est limité aux Pays qui se sont déclarés d'accord pour échanger ces envois, soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

Les dispositions applicables aux lettres s'appliquent également aux envois "Phonopost" en tout ce qui n'est pas expressément prévu pour cette dernière catégorie d'envois.

9.—La réunion en un seul envoi d'objets de correspondance de catégories différentes (objets groupés) est autorisée dans les conditions fixées par le Règlement.

10.—Sauf les exceptions prévues par la Convention et son Règlement, il n'est pas donné cours aux envois qui ne remplissent pas les conditions requises par le présent article et par les articles correspondants du Règlement.

Les objets qui auraient été admis à tort doivent être renvoyés à l'Administration d'origine. Toutefois, l'Administration de destination est autorisée à les remettre aux destinataires. Dans ce cas, elle leur applique, s'il y a lieu, les taxes et surtaxes prévues pour la catégorie de correspondances dans laquelle les font placer leur contenu, leur poids ou leurs dimensions. En ce qui concerne les envois dépassant les limites de poids maxima fixées au § 1, ils

for the use of the blind, samples of merchandise, and small packets shall:

(a) be made up in such a way as to be able to be easily inspected;

(b) not bear any annotation or contain any document having the character of actual personal correspondence;

(c) not contain any postage stamp or form of prepayment, canceled or uncanceled, or any paper representing a value.

7. Packages of samples of merchandise may not contain any article having a salable value.

8. The service of *Phonopost* articles is limited to the countries which have agreed to exchange such articles, either in their reciprocal relations or in one direction only.

The provisions applicable to letters are likewise applicable to *Phonopost* articles, in regard to everything not expressly prescribed for the latter class of articles.

9. The inclusion in a single package of articles of correspondence of different classes (grouped articles) is authorized under the conditions fixed by the Regulations.

10. With the exceptions provided for by the Convention and its Regulations, articles which do not fulfill the conditions prescribed by the present Article and the corresponding Articles of the Regulations are not forwarded.

Articles which have been wrongly accepted shall be returned to the country of origin. However, the Administration of destination is authorized to deliver them to the addressees. In such a case, it applies to them, if need be, the rates and surcharges prescribed for the class of correspondence in which they have to be placed because of their contents, weight or dimensions. As for articles exceeding the maximum weight-limits fixed

Samples of merchandise.

"Phonopost" service limited.

Provisions applicable.

Grouped articles.

Articles not forwarded.

Wrongly accepted articles.

Articles exceeding weight limits.

peuvent être taxés d'après leur poids réel.

by Section 1, they may be rated in accordance with their actual weight.

## ARTICLE 35.

## ARTICLE 35

## Affranchissement.

*Prepayment*

Prepayment.

En règle générale, tous les envois désignés à l'article 33 doivent être complètement affranchis par l'expéditeur.

As a general rule, all the articles designated in Article 33 must be fully prepaid by the sender.

Unprepaid, etc., articles.

Il n'est pas donné cours aux envois non ou insuffisamment affranchis autres que les lettres et les cartes postales simples, ni aux cartes postales avec réponse payée dont les deux parties ne sont pas entièrement affranchies au moment du dépôt.

Articles other than letters and single post cards which are unprepaid or insufficiently prepaid, or reply post cards both halves of which are not fully prepaid at the time of mailing, are not dispatched.

## ARTICLE 36.

## ARTICLE 36

Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

*Charge on unprepaid or insufficiently prepaid correspondence*

Charge on unprepaid, etc., correspondence.

Post, pp. 2078, 2137, 2138.

En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement et sauf les exceptions prévues par l'article 54, § 5, pour les envois recommandés et par l'article 147, §§ 3, 4 et 5, du Règlement pour certaines catégories d'envois réexpédiés, les lettres et les cartes postales simples sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'affranchissement manquant, sans que cette taxe puisse être inférieure à 5 centimes.

With the exceptions provided for by Article 54, Section 5, for registered articles, and by Article 147, Sections 3, 4, and 5 of the Regulations for certain classes of redirected articles, letters and single post cards not prepaid or insufficiently prepaid are liable to a charge equal to double the amount of the missing postage, to be paid by the addressee; but that charge may not be lower than 5 centimes.

Improperly dispatched articles.

Le même traitement peut être appliqué, dans les cas précités, aux autres objets de correspondance qui auraient été transmis à tort au pays de destination.

The same treatment may be applied, in the cases above contemplated, to other articles of correspondence which have been improperly dispatched to the country of destination.

## ARTICLE 37.

## ARTICLE 37

## Surtaxes.

*Surcharges*

Extraordinary services.

Pour tout objet transporté par des services extraordinaires donnant lieu à des frais spéciaux, il peut être perçu, en sus des taxes fixées par l'article 34, une surtaxe en rapport avec ces frais.

There may be collected, in addition to the rates fixed by Article 34, for every article transported by extraordinary services involving special expenses, a surcharge proportionate to those expenses.

Reply-paid post cards.

Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend la surtaxe autorisée par l'alinéa précédent, ce même tarif

When the rate of prepayment of the single post card includes the surcharge authorized by the preceding paragraph, the same

est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

rate is applicable to each half of the reply-paid post card.

## ARTICLE 38.

## Taxes spéciales.

1.—Les Administrations sont autorisées à frapper d'une taxe additionnelle, selon les dispositions de leur législation, les objets remis à leurs services d'expédition en dernière limite d'heure.

2.—Les objets adressés poste restante peuvent être frappés par les Administrations des pays de destination de la taxe spéciale qui serait prévue par leur législation pour les objets de même nature du régime interne.

3.—Les Administrations des pays de destination sont autorisées à percevoir une taxe spéciale de 40 centimes au maximum pour chaque petit paquet remis au destinataire. Cette taxe peut être augmentée de 20 centimes au maximum en cas de remise à domicile.

## ARTICLE 39.

## Objets passibles de droits de douane.

Les petits paquets et les imprimés passibles de droits de douane sont admis.

Il en est de même des lettres et des échantillons de marchandises contenant des objets passibles de droits de douane lorsque le pays de destination a donné son consentement.

Les envois de sérums et de vaccins, bénéficiant de l'exception stipulée à l'article 123 du Règlement, sont admis dans tous les cas.

## ARTICLE 40.

## Contrôle douanier.

L'Administration du pays destinataire est autorisée à soumettre au contrôle douanier les envois cités à l'article 39 et, le cas échéant, à les ouvrir d'office.

## ARTICLE 38

*Special charges*

1. The Administrations are authorized to charge late fees in accordance with the provisions of their own legislation for articles posted in their services for dispatch after the mails have closed.

2. Articles addressed to general delivery may be subjected by the Administrations of the countries of destination to such special charge as may be prescribed by their legislation for articles of the same kind in the domestic service.

3. The Administrations of the countries of destination are authorized to levy a special charge of 40 centimes at most for each small packet delivered to the addressee. That charge may be increased by 20 centimes at most in case of delivery at the addressee's residence.

Late fees.

General delivery charges.

Special charges.

## ARTICLE 39

*Dutiable articles*

Small packets and prints liable to customs duty are admitted.

The same applies to letters and samples of merchandise containing dutiable articles when the country of destination has given its consent.

Shipments of serums and vaccines, benefiting by the exception stipulated by Article 123 of the Regulations, are admitted in all cases.

Dutiable articles.

Post, p. 2123.

## ARTICLE 40

*Customs inspection*

The Administration of the country of destination is authorized to submit the articles mentioned in Article 39 to customs inspection and, if necessary, to open them officially.

Customs inspection.

## ARTICLE 41.

## Droit de dédouanement.

Customs-clearance fee.

Les envois soumis au contrôle douanier dans le pays de destination peuvent être frappés de ce chef, au titre postal, d'un droit de dédouanement de 40 centimes au maximum par envoi.

## ARTICLE 41

*Customs-clearance fee*

Articles submitted to customs inspection in the country of destination may be charged on that account, by the postal service, with a customs-clearance fee of 40 centimes at most per article.

## ARTICLE 42.

## Droits de douane et autres droits non postaux.

Customs duties, etc.

Les Administrations sont autorisées à percevoir, sur les destinataires des envois, les droits de douane et tous autres droits non postaux éventuels.

## ARTICLE 42

*Customs duties and other non-postal charges*

The Administrations are authorized to collect from the addressees of mail articles the customs duties and all other non-postal charges which may be due.

## ARTICLE 43.

## Envois francs de droits.

Payment of charges by sender.

1.—Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de départ, la totalité des droits postaux et non postaux dont les envois sont grevés à la livraison.

Surety.

Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

Commission fee.

L'Administration destinataire est autorisée à percevoir un droit de commission qui ne peut dépasser 40 centimes par envoi. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 41.

Limitation.

2.—Toute Administration a le droit de limiter le service des envois francs de droits aux objets recommandés.

## ARTICLE 43

*Prepayment of customs duty, etc.*

1. In relations between countries which have come to an agreement to that effect, senders may, by means of a previous declaration at the office of mailing, assume payment of the whole of the postal and non-postal charges with which the articles are assessed on delivery.

In such a case, senders must promise to pay such amounts as may be claimed by the office of destination, and, if need be, post sufficient surety.

The Administration of destination is authorized to collect a commission fee which may not exceed 40 centimes per article. This fee is independent of the one provided for by Article 41.

2. Any Administration has the right to limit this prepayment service to registered articles.

## ARTICLE 44.

## Annulation des droits de douane et autres droits non postaux.

Cancellation of non-postal charges.

Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des services intéressés de leur pays pour que les droits de douane et autres droits non postaux soient annulés sur les envois renvoyés au pays d'origine, détruits pour cause d'a-

## ARTICLE 44

*Cancellation of customs duty and other non-postal charges*

The Administrations undertake to make representations to the interested services of their countries with a view to having the customs duties and other non-postal charges annulled on articles returned to the country of origin,

varie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

destroyed because of complete deterioration of the contents, or forwarded to a third country.

## ARTICLE 45.

## Envois exprès.

1.—Les objets de correspondance sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays dont les Administrations consentent à se charger de ce service dans leurs relations réciproques.

2.—Ces envois, qualifiés «*exprès*», sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale s'élevant, au minimum, au *montant* de l'affranchissement d'une lettre ordinaire de port simple et au maximum à 60 centimes. Cette taxe doit être acquittée *complètement à l'avance*.

3.—Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, la remise par exprès peut donner lieu à la perception d'une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée *pour les objets de même nature du régime interne*.

La remise par exprès n'est toutefois pas obligatoire dans ce cas.

4.—Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine. Dans ce dernier cas, les envois sont taxés d'après les dispositions de l'article 36.

5.—Il est loisible aux Administrations de s'en tenir à un seul essai de remise par exprès. Si cet essai est infructueux, l'objet peut être traité comme un envoi ordinaire.

## ARTICLE 46.

## Interdictions.

1.—L'expédition des objets visés dans la colonne 1 du tableau ci-

## ARTICLE 45

*Special-delivery articles*

1. Articles of correspondence are, at the request of the senders, delivered to the addressees by special messenger immediately after their arrival, in countries whose Administrations agree to undertake that service in their reciprocal relations.

2. Such articles, known as *special-delivery articles*, are liable, in addition to the regular postage, to a special fee amounting at least to the postage on an ordinary single-rate letter, and at most to 60 centimes. This fee must be fully prepaid.

3. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, delivery by special messenger may give rise to the collection of a supplementary charge not exceeding that collected in the domestic service for articles of the same kind.

However, special delivery is not obligatory in such cases.

4. Special-delivery articles upon which the total amount of the charges payable in advance has not been prepaid are delivered by the ordinary means, unless they have been treated as special-delivery articles by the office of origin. In the latter case, the articles are rated in accordance with the provisions of Article 36.

5. It is permissible for Administrations to make only one attempt to deliver by special messenger. If such attempt is unsuccessful, the article may be treated as an ordinary article.

Special-delivery articles.

Fee.

Special messenger fee.

Unprepaid articles.

Art. p. 2068.

Unsuccessful delivery attempts.

## ARTICLE 46

*Prohibitions*

1. The sending of the articles mentioned in Column 1 of the

Prohibited articles.

Treatment of wrongly accepted articles.

après est interdite. Lorsque les envois qui contiennent ces objets ont été admis à tort à l'expédition, ils doivent subir le traitement indiqué dans la colonne 2.

table below is prohibited. When mail articles containing them have been wrongly accepted for mailing, they shall undergo the treatment indicated in Column 2.

Objets		Articles	
1	Traitement des envois admis à tort 2	1	Treatment of articles wrongly accepted 2
<p>a) Les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les correspondances;</p> <p>b) les objets passibles de droits de douane (sauf les exceptions prévues à l'article 39) ainsi que les échantillons expédiés en nombre en vue d'éviter la perception de ces droits;</p> <p>c) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants;</p> <p>d) les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le pays de destination;</p> <p>e) les animaux vivants, à l'exception:</p> <p>1° des abeilles, des sangsues et des vers à soie;</p> <p>2° des parasites et des destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;</p> <p>f) les matières explosibles, inflammables ou dangereuses;</p> <p>g) les objets obscènes ou immoraux;</p>	<p>à traiter selon les règlements intérieurs de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les objets visés sous c) ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni délivrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine;</p> <p>à détruire sur place par l'Administration qui en constate la présence.</p>	<p>(a) Articles which, by their nature or packing, may expose postal employees to danger, or soil or damage the mails;</p> <p>(b) Articles liable to customs duty (with the exceptions provided for by Article 39), as well as samples sent in quantities for the purpose of avoiding the collection of such duty;</p> <p>(c) Opium, morphine, cocaine, and other narcotics;</p> <p>(d) Articles whose admission or circulation is prohibited in the country of destination;</p> <p>(e) Live animals, with the exception of:</p> <p>1° Bees, leeches and silkworms;</p> <p>2° Parasites and predators of injurious insects intended for the control of such insects and exchanged between officially recognized agencies;</p> <p>(f) Explosive, inflammable or dangerous substances;</p> <p>(g) Obscene or immoral articles.</p>	<p>To be treated in accordance with the domestic regulations of the Administration which discovers their presence; however, the articles mentioned under (c) are in no case either forwarded to destination, delivered to the addressees or returned to origin;</p> <p>To be destroyed on the spot by the Administration which discovers their presence.</p>

Notification of disposal.

2.—Dans les cas où des envois admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'Administration expéditrice doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces envois.

2. In cases where articles wrongly accepted for mailing are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the dispatching Administration shall be notified, in a precise manner, of the disposal made of such articles.

Reservation.

3.—Est d'ailleurs réservé le droit de tout pays de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert des objets autres que les lettres et les cartes postales, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays.

3. Moreover, the right is reserved for any country not to convey in transit in open mail over its territory articles other than letters and post cards in regard to which the legal provisions regulating the conditions of their publication or circulation in that country have not been observed.

Ces objets doivent être renvoyés à l'Administration d'origine.

Such articles shall be returned to the country of origin.

## ARTICLE 47.

## Modalités d'affranchissement.

1. — L'affranchissement est opéré, soit au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers, soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration ou, en ce qui concerne les imprimés, au moyen d'empreintes à la presse d'imprimerie ou par un autre procédé lorsqu'un tel système d'impression est autorisé par les règlements intérieurs de l'Administration d'origine.

2.—Sont considérés comme dûment affranchis: les cartes-réponse portant, imprimés ou collés, des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes, les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition, ainsi que les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques dont la suscription porte la mention "Abonnements-poste" et qui sont expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

## ARTICLE 48.

## Affranchissement des correspondances à bord des navires.

Les correspondances déposées en pleine mer dans la boîte d'un navire ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants de navires peuvent être affranchies, sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit navire. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable que s'il est effectué au moyen de

## ARTICLE 47

*Methods of prepayment*

1. Prepayment of postage is effected either by means of postage stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals, or by means of impressions of stamping machines officially adopted and operating under the immediate control of the Administration; or, in the case of prints, by means of impressions, printed or otherwise obtained, when such a system of indicia is authorized by the domestic regulations of the Administration of origin.

Means of indicating prepayment.

2. The following are considered as duly prepaid: Reply post cards bearing printed or adhesive postage stamps of the country of issue of such cards; articles regularly prepaid for their first transmission on which the additional postage has been paid before their redirection; as well as newspapers or packages of newspapers and periodicals whose address bears the words *Abonnements-poste* (Subscription by mail) which are sent under the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

Items considered prepaid.

## ARTICLE 48

*Prepayment of correspondence on board ships*

Correspondence mailed on the high seas, in the box on board a vessel, or handed to postal agents on board or to the commanders of vessels, may be prepaid, barring contrary agreement between the Administrations concerned, by means of the postage stamps and according to the postage rates of the country to which the said vessel belongs or by which it is maintained. If the mailing on board takes place during the stay at one of the two terminal points of the voyage or at one of the ports of call, the prepayment is valid only if it is effected by

Prepayment of correspondence on board ships.

timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le navire.

means of the postage stamps and according to the postage rates of the country in whose waters the vessel happens to be.

## ARTICLE 49.

## Franchise postale.

## Franking privilege.

1.—Sont exonérées de toutes taxes postales les correspondances relatives au service postal échangées entre les Administrations des postes, entre ces Administrations et le Bureau international, entre les bureaux de poste des pays de l'Union, et entre ces bureaux et les Administrations ainsi que celles dont le transport en franchise est expressément prévu par les dispositions de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements.

2.—*Sauf lorsqu'ils sont grevés de remboursement, les envois destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux sont également exonérés de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.*

Il en est de même des correspondances concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

## ARTICLE 50.

## Coupons-réponse.

## Reply coupons.

Des coupons-réponse sont mis en vente dans les pays de l'Union.

## Selling price.

Le prix de vente en est déterminé par les Administrations intéressées, mais ne peut être inférieur à 28 centimes ou à l'équivalent dans la monnaie du pays de débit.

## ARTICLE 49

## Franking privilege

1. Correspondence relating to the postal service exchanged between Postal Administrations, between those Administrations and the International Bureau, between post offices of countries of the Union, and between those offices and the Administrations, as well as that for which the franking privilege is expressly provided by the stipulations of the Convention, the Agreements and their Regulations, is exempt from all postal charges.

2. Except when they bear C. O. D. charges, mail articles addressed to prisoners of war or mailed by them are likewise exempt from all postal charges, not only in the countries of origin and destination but also in the intermediary countries.

The same is true of correspondence concerning prisoners of war, sent or received either directly or as intermediary by the information offices which may be established on behalf of such persons in belligerent countries or in neutral countries which have received belligerents on their territory.

Belligerents received and interned in a neutral country are assimilated to prisoners of war properly so called, insofar as the application of the above provisions is concerned.

## ARTICLE 50

## Reply coupons

Reply coupons are placed on sale in the countries of the Union.

Their selling-price is determined by the interested Administrations, but may not be less than 28 centimes or the equivalent in money of the country selling them.

Chaque coupon est échangeable dans tout pays contre un timbre ou des timbres représentant l'affranchissement d'une lettre ordinaire de port simple originaire de ce pays à destination de l'étranger.

Est, en outre, réservée à chaque pays la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois de correspondance à affranchir en échange de ces coupons.

## ARTICLE 51.

Retrait. Modification d'adresse.

1.—L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2.—La demande à formuler à cet effet est transmise, par voie postale ou par voie télégraphique, aux frais de l'expéditeur qui doit payer, pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple et, pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme.

Si la demande de retrait ou de modification d'adresse concerne plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, l'expéditeur paie, pour toute demande postale, la taxe applicable à une seule lettre recommandée de port simple et, pour toute demande télégraphique, la taxe du télégramme contenant les données de tous les envois visés.

## ARTICLE 52.

Réexpédition. Rebuts.

1.—En cas de changement de résidence du destinataire, les objets de correspondance lui sont réexpédiés, à moins que l'expéditeur n'ait interdit la réexpédition par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.

Each coupon is exchangeable in any country for a stamp or stamps representing the postage on a single-rate ordinary letter originating in that country and addressed to a foreign country.

Moreover, the right is reserved for any country to require that the reply coupons and the articles of correspondence for the prepayment of which they are to be exchanged be presented at the same time.

## ARTICLE 51

*Withdrawal. Change of address*

1. The sender of an article of correspondence may cause it to be withdrawn from the mails or have its address changed, provided that such article has not been delivered to the addressee.

2. The request to be made to that effect is sent by mail or by telegraph at the expense of the sender, who shall pay, for every request by mail, the charge applicable to a single-rate registered letter; and, for every request by telegraph, the charge for the telegram.

If the request for withdrawal or modification of address relates to several articles mailed simultaneously at the same office by the same sender addressed to the same addressee, the sender pays, for every request by mail, the charge applicable to one single-rate registered letter; and, for every request by telegraph, the charge for the telegram containing the particulars of all the articles contemplated.

## ARTICLE 52

*Forwarding. Undelivered correspondence*

1. In case of change of residence by the addressee, articles of correspondence are forwarded to him, unless the sender has forbidden the forwarding by a notation placed on the address side in a language known in the country of destination.

Exchangeability.

Right reserved.

Withdrawal; change of address.

Charge.

Forwarding.

Undeliverable correspondence.

2.—Les correspondances tombées en rebut doivent être renvoyées immédiatement au pays d'origine.

2. Correspondence which is undeliverable shall be returned immediately to the country of origin.

Retention of correspondence.

3.—Le délai de conservation des correspondances gardées en instance à la disposition des destinataires ou adressées poste restante est fixé par les règlements du pays de destination. Toutefois, ce délai ne peut dépasser, en règle générale, deux mois, sauf dans des cas particuliers où l'Administration de destination juge nécessaire de le prolonger jusqu'à quatre mois au maximum. Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.

3. The period of retention for correspondence held at the disposal of the addressees or addressed to general delivery is fixed by the regulations of the country of destination. However, such period may not exceed two months as a general rule, except in particular cases where the Administration of destination deems it necessary to extend it to four months at most. The return to the country of origin must take place within a shorter period, if the sender has so requested by a notation placed on the address side in a language known in the country of destination.

Prints.

4.—Les imprimés dénués de valeur ne sont pas renvoyés, sauf si l'expéditeur en a demandé le retour par une annotation portée sur l'envoi. Les imprimés recommandés doivent toujours être renvoyés.

4. Prints without value are not returned, unless the sender has requested their return by a notation placed on the article. Registered prints shall always be returned.

No extra charge for forwarding, etc.; exceptions.

5.—La réexpédition d'objets de correspondance de pays à pays ou leur renvoi au pays d'origine ne donne lieu à la perception d'aucun supplément de taxe, sauf les exceptions prévues au Règlement.

5. The forwarding of articles of correspondence from country to country, or their return to the country of origin, does not give rise to the collection of any additional charge, apart from the exceptions provided for by the Regulations.

Forwarded or returned articles.

6.—Les objets de correspondance qui sont réexpédiés ou tombés en rebut sont livrés aux destinataires ou aux expéditeurs contre paiement des taxes dont ils ont été grevés au départ, à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au-delà du premier parcours, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

6. Forwarded or returned articles of correspondence are delivered to the addressees or senders upon payment of the charges due on them on departure, on arrival or in the course of transmission, as a result of redirection after the first transmission, without prejudice to the repayment of the customs duties or other special charges which the country of destination does not agree to cancel.

General-delivery, etc., fees canceled.

7.—En cas de réexpédition sur un autre pays ou de non-remise, la taxe de poste restante, le droit de dédouanement, le droit de commission, la taxe complémentaire d'express et le droit spécial de remise aux destinataires des petits paquets sont annulés.

7. In case of forwarding to another country, or of non-delivery, the general-delivery fee, the customs-clearance fee, the commission fee, the additional special-delivery fee, and the special fee for the delivery of small packets to the addressees, are canceled.

## ARTICLE 53.

## ARTICLE 53

## Réclamations et demandes de renseignements.

## Inquiries and requests for information

1.—La réclamation ou la demande de renseignements concernant tout envoi peut donner lieu à la perception d'un droit de 40 centimes au maximum.

1. An inquiry or request for information as to the disposal made of any article may give rise to the collection of a fee of 40 centimes at most.

Inquiries and requests for information. Fee.

Ce droit n'est perçu qu'une seule fois pour les réclamations ou les demandes de renseignements concernant plusieurs envois déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

That fee is collected only once for inquiries or requests for information concerning several articles mailed simultaneously by the same sender addressed to the same addressee.

En ce qui concerne les envois recommandés, aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

As for registered articles, no fee is collected if the sender has already paid the special fee for a return receipt.

2.—Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt de l'envoi.

2. Inquiries are accepted only within the period of one year, counting from the day following the date of mailing of the article.

Time limit.

Chaque Administration est, toutefois, tenue de donner suite aux simples demandes de renseignements, introduites après ce délai, dont elle est saisie par une autre Administration au sujet d'envois expédiés depuis moins de deux ans.

However, every Administration is bound to comply with simple requests for information presented after that period which it receives from another Administration regarding articles mailed less than two years previously.

3.—Chaque Administration est obligée d'accepter les réclamations et les demandes de renseignements concernant des envois déposés sur le territoire d'autres Administrations.

3. Every Administration is obliged to accept inquiries and requests for information concerning articles mailed on the territory of other Administrations.

Acceptance of inquiries, etc.

4.—Lorsqu'une réclamation ou une demande de renseignements a été motivée par une faute de service, le droit perçu de ce chef est restitué.

4. When an inquiry or a request for information has been made necessary through a fault of the service, the fee collected therefor is returned.

Return of fee.

## CHAPITRE II.

## CHAPTER II

## ENVOIS RECOMMANDÉS.

## REGISTERED ARTICLES

## ARTICLE 54.

## ARTICLE 54

## Taxes.

## Charges

1.—Les objets de correspondance désignés à l'article 33 peuvent être expédiés sous recommandation.

1. The articles of correspondence designated in Article 33 may be sent under registration.

Registration; charges. *Ante*, p. 2064.

2.—La taxe de tout envoi recommandé doit être acquittée à l'avance. Elle se compose:

- a) du port ordinaire de l'envoi, selon sa nature;
- b) d'un droit fixe de recommandation de 40 centimes au maximum.

Le droit fixe de recommandation afférent à la partie «Réponse» d'une carte postale ne peut être valablement acquitté que par l'expéditeur de cette partie.

Receipt.

3. — Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi recommandé.

Special fee for certain risks.

4.—Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir une taxe spéciale de 40 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.

Collection of missing postage.

5. — Les envois recommandés non ou insuffisamment affranchis qui auraient été transmis à tort au pays de destination sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe égale au montant de l'affranchissement manquant.

#### ARTICLE 55.

##### Avis de réception.

Return receipts; charge, etc.

L'expéditeur d'un envoi recommandé peut demander un avis de réception en payant, au moment du dépôt, un droit fixe de 30 centimes au maximum.

L'avis de réception peut être demandé postérieurement au dépôt de l'envoi dans le délai d'un an et moyennant la taxe prévue à l'article 53 pour les réclamations.

#### ARTICLE 56.

##### Etendue de la responsabilité.

Loss of registered articles.

1.—Sauf les cas prévus à l'article 57 ci-après, les Administrations répondent de la perte des envois recommandés.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité dont le montant est fixé à 50 francs par objet.

Seizure by customs.

2.—Les Administrations n'assument aucune responsabilité

2. The postage on all registered articles must be paid in advance. It consists of:

- (a) The ordinary postage on the article, according to its class;
- (b) A fixed registration fee of 40 centimes at most.

The fixed registration fee applicable to the reply half of a post card can not be legally paid by anyone but the sender of that half.

3. A receipt shall be delivered without charge to the sender of a registered article at the time of mailing.

4. Countries disposed to undertake risks arising from *force majeure* (causes beyond control) are authorized to collect a special charge of 40 centimes at most for each registered article.

5. Unprepaid or insufficiently prepaid registered articles which have been wrongly sent to the country of destination are liable, at the expense of the addressees, to a charge equal to the amount of the missing postage.

#### ARTICLE 55

##### Return receipts

The sender of a registered article may request a return receipt by paying, at the time of mailing, a fixed charge of 30 centimes at most.

The return receipt may be requested after the mailing of the article, within the period of one year and upon payment of the fee prescribed by Article 53 for inquiries.

#### ARTICLE 56

##### Extent of responsibility

1. With the exceptions provided for by Article 57 following, Administrations are responsible for the loss of registered articles.

The sender is entitled, on that account, to indemnity, the amount of which is fixed at 50 francs per article.

2. Administrations assume no responsibility for articles seized

pour les envois saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu.

by the customs as a result of false declaration of their contents.

## ARTICLE 57.

Exceptions au principe de la responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité pour la perte d'envois recommandés:

a) en cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration expéditrice qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 54, § 4). Le pays responsable de la perte doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte est due à des circonstances constituant un cas de force majeure;

b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

c) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues aux articles 34, §§ 4 et 6, lettre c), et 46, § 1;

d) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 53.

## ARTICLE 58.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

## ARTICLE 59.

Payement de l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.

## ARTICLE 57

*Exceptions to the principle of responsibility*

Administrations are released from all responsibility for loss of registered articles:

(a) In case of *force majeure*; however, responsibility is maintained in regard to an Administration of origin which has undertaken to cover risks of *force majeure* (Article 54, Section 4). The country responsible for the loss must decide, in accordance with its domestic legislation, whether such loss is due to circumstances constituting a case of *force majeure*;

(b) When, proof of their responsibility not having been furnished otherwise, they can not account for articles as a result of destruction of service records due to a case of *force majeure*;

(c) When it is a question of articles whose contents fall within the scope of the prohibitions laid down by Articles 34, Sections 4 and 6, letter (c), and 46, Section 1;

(d) When the sender has not made any inquiry within the period of one year contemplated by Article 53.

Release from responsibility in certain cases.

*Ante*, pp. 2066, 2067, 2071.

Termination of responsibility.

## ARTICLE 58

*Termination of responsibility*

Administrations cease to be responsible for registered articles the delivery of which they have effected under the conditions prescribed by their domestic regulations for articles of the same nature.

## ARTICLE 59

*Payment of indemnity*

The obligation of paying indemnity falls upon the Administration to which the office of origin of the article belongs, subject to its right to make a claim against the responsible Administration.

Payment of indemnity.

## ARTICLE 60.

## ARTICLE 60

Délai de paiement de l'indemnité. *Period for payment of indemnity*

Period for payment.

1.—Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

1. Payment of indemnity must take place as soon as possible, and at the latest within the period of six months, counting from the day following the date of the inquiry. That period is extended to nine months in relations with distant countries.

Postponement.

L'Administration expéditrice qui n'accepte pas de se charger des risques dérivant du cas de force majeure peut différer le règlement de l'indemnité au-delà du délai prévu à l'alinéa précédent lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de l'espèce n'est pas tranchée.

A dispatching Administration which does not accept risks arising from *force majeure* may postpone settlement for the indemnity beyond the period prescribed by the preceding paragraph when the question of knowing whether the loss of the article was due to a case of that kind has not yet been settled.

2.—L'Administration d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Administration intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

2. The Administration of origin is authorized to settle with the sender on behalf of an Administration of intermediation or destination which, duly notified, has let three months pass without settling the matter; that period is extended to six months in relations with distant countries.

## ARTICLE 61.

## ARTICLE 61

Détermination de la responsabilité.

*Fixing of responsibility*

Responsibility for loss.

Receiving administration.

1.—Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

1. Until the contrary is proved, responsibility for the loss of a registered article falls on the Administration which, having received the article without making any observations, and, being furnished all particulars of inquiry prescribed by the regulations, can not establish either delivery to the addressee or regular transmission to the next Administration, as the case may be.

Administration of intermediation or destination.

Une Administration intermédiaire ou destinataire est, jusqu'à preuve du contraire, déchargée de toute responsabilité:

An Administration of intermediation or destination is, until the contrary is proved, released from all responsibility:

*Post*, p. 2154.

a) lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 162, § 3, du Règlement;

(a) When it has observed the provisions of Article 162, Section 3, of the Regulations;

b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de garde prévu

(b) When it can establish that it did not receive the inquiry until after the destruction of the service records relating to the article sought, the retention-period pre-

à l'article 181 du Règlement étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

Toutefois, si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

2.—Lorsqu'un objet recommandé a été perdu dans des circonstances de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration expéditrice que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

3.—Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte.

4.—L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

5.—En cas de découverte ultérieure d'un envoi recommandé considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité.

#### ARTICLE 62.

Remboursement de l'indemnité à l'Administration expéditrice.

1.—L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 60 est tenue de rembourser à l'Administration expéditrice, dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la notification du paiement, le montant de l'indemnité effectivement payée à l'expéditeur.

scribed by Article 181 of the Regulations having expired; this reservation does not affect the rights of the claimant.

However, if the loss has taken place in the course of transmission, without its being possible to determine on the territory or in the service of what country the loss occurred, the Administrations concerned bear the loss in equal shares.

2. When a registered article has been lost under circumstances of *force majeure*, the Administration on whose territory or in whose service the loss took place is not responsible therefor to the Administration of origin unless both countries undertake risks arising from cases of *force majeure*.

3. The customs duties and other charges whose cancelation it has been impossible to obtain are charged to the Administrations responsible for the loss.

4. The Administration which has effected payment of the indemnity is subrogated up to the amount of such indemnity in the rights of the person who has received it for all eventual recourse against the addressee, the sender, or third parties.

5. In case of subsequent recovery of a registered article considered as lost, the person to whom indemnity has been paid shall be advised that he may obtain possession of the article upon repayment of the amount of the indemnity.

#### ARTICLE 62

*Repayment of the indemnity to the Administration of origin*

1. The Administration which is responsible, or on whose behalf payment is made in accordance with Article 60, is bound to reimburse the Administration of origin, within a period of three months, counted from the sending of the notification of payment, for the amount of indemnity actually paid to the sender.

*Post*, p. 2176.

Undeterminable responsibility.

Loss by force majeure.

Customs duties, etc.

Subrogation.

Recovery of lost article.

Reimbursement for indemnity paid.

Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 61, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration expéditrice, dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, par la première Administration qui, ayant dûment reçu l'envoi réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la quote-part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

Method of reimbursement.

2.—Le remboursement à l'Administration créancière s'effectue sans frais pour cette Administration, soit au moyen d'un mandat de poste, d'un chèque ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans ce pays.

Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 60, § 2, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur le pays responsable par la voie d'un décompte quelconque, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Administration qui échange régulièrement des décomptes avec l'Administration responsable.

Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Administration expéditrice est productive d'intérêt à raison de 5% l'an à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Time limit.

3.—L'Administration d'origine ne peut réclamer le remboursement de l'indemnité à l'Administration responsable que dans le délai d'un an à compter de l'envoi de la notification de la perte, ou, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 60, § 2.

Delay in making payment; penalty.

4.—L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

If the indemnity must be paid by several Administrations in conformity with article 61, the whole of the indemnity due must be turned over to the Administration of origin, within the period mentioned in the preceding paragraph, by the first Administration which, having duly received the article inquired about, can not establish its regular transmission to the corresponding service. It is incumbent upon that Administration to recover from the other responsible Administrations any share of each of them in the indemnity paid to the rightful claimant.

2. The reimbursement of the creditor Administration is effected without expense for that Administration by means of either a money order, a check or a draft payable at sight on the capital or a commercial city of the creditor country, or in coin current in that country.

When responsibility has been acknowledged, as well as in the case contemplated by Article 60, Section 2, the amount of indemnity may likewise be recovered from the responsible country officially through any account, either directly or through the intermediary of an Administration which regularly exchanges accounts with the responsible Administration.

At the expiration of the period of three months, the sum due to the Administration of origin bears interest at the rate of 5 per cent a year, counting from the date of expiration of the said period.

3. The Administration of origin may claim repayment of the indemnity from the responsible Administration only within the period of one year, counting from the date of sending the notification of the loss; or, if occasion arises, from the date of expiration of the period contemplated by Article 60, Section 2.

4. An Administration whose responsibility is duly established and which has at first declined to pay the indemnity must bear all the additional expenses resulting from the unjustified delay in making payment.

5.—Les Administrations peuvent s'entendre pour liquider périodiquement les indemnités qu'elles ont payées aux expéditeurs et dont elles ont reconnu le bien-fondé.

5. Administrations may agree among themselves to make periodical settlements of the indemnities which they have paid to the senders and the justness of which they have recognized.

Periodical settlements.

### CHAPITRE III.

#### ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT.

##### ARTICLE 63.

Taxes et conditions. Liquidation.

1.—Les correspondances recommandées peuvent être expédiées contre remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service.

2.—Les objets expédiés contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés. En outre, l'expéditeur paie à l'avance:

a) une taxe fixe qui ne peut dépasser 40 centimes par envoi et un droit proportionnel de  $\frac{1}{2}\%$  au maximum du montant du remboursement, s'il désire que ce montant soit liquidé au moyen d'un mandat de remboursement émis gratuitement à son profit;

b) une taxe fixe de 20 centimes au maximum, s'il demande la liquidation au moyen d'un versement en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

3.—Le mode de liquidation prévu au § 2, lettre b), n'est admis que si les Administrations intéressées se chargent d'appliquer ce procédé de liquidation. L'Administration de destination verse en compte courant, au moyen d'un bulletin de versement du régime intérieur, le montant encaissé sur le destinataire, après déduction d'une taxe fixe de 20 centimes au maximum et de la taxe ordinaire des versements applicable dans son service intérieur.

4.—Quel que soit le mode de liquidation, le montant maximum du remboursement est égal à celui qui est fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine de l'envoi.

### CHAPTER III

#### COLLECT-ON-DELIVERY ARTICLES

##### ARTICLE 63

*Rates and conditions. Settlement*

1. Registered articles may be sent C. O. D. in relations between countries whose Administrations agree to perform such service.

Rates and conditions.

2. Articles sent C. O. D. are subject to the conditions and rates applicable to registered articles. Moreover, the sender pays in advance:

(a) A fixed fee which may not exceed 40 centimes per article and a proportional fee of  $\frac{1}{2}$  per cent at most of the amount of the C. O. D. charge, if he desires that such amount be settled by means of a C. O. D. money order issued free of charge in his favor;

(b) A fixed fee of 20 centimes at most, if he requests settlement by means of a transfer to a current postal-check account in the country of destination of the article.

3. The method of settlement contemplated by Section 2, letter (b), is permitted only if the Administrations concerned undertake to apply such procedure for settlement. The Administration of destination turns over to the current account, by means of a domestic transfer bulletin, the amount collected from the addressee, after deducting a fixed fee of 20 centimes at most and the ordinary transfer fee applicable in its domestic service.

Settlement.

4. Irrespective of the method of settlement, the maximum amount of the C. O. D. charge is equal to that fixed for money orders addressed to the country of origin of the article.

Maximum charge.

Money in which charge expressed.

5.—Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi. Toutefois, en cas de versement en compte courant postal tenu dans le pays de destination de l'envoi, ce montant doit être indiqué dans la monnaie de ce pays.

5. In the absence of contrary agreement, the amount of the C. O. D. charge is expressed in money of the country of origin of the article. However, in case of transfer to a current postal-check account held in the country of destination of the article, such amount shall be indicated in money of that country.

Collection.

6.—Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception du droit proportionnel prévu au § 2, lettre a), l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.

6. Each Administration has the option of adopting, for the collection of the proportional fee contemplated by Section 2, letter (a), the scale which is most convenient for its service.

ARTICLE 64.

Annulation ou modification du montant du remboursement.

ARTICLE 64

*Cancellation or modification of the amount to be collected*

Cancellation or modification of amount.

L'expéditeur d'un envoi recommandé grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel ainsi que l'augmentation du montant du remboursement. Dans ce dernier cas, il doit payer pour le montant de la majoration le droit proportionnel fixé par l'article 63.

The sender of a registered C. O. D. article may request total or partial cancellation of the amount to be collected, or an increase therein. In the latter case, he must pay, for the amount of the increase, the proportional fee fixed by Article 63.

Request provisions.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse.

Requests of this nature are subject to the same provisions as requests for withdrawal or change of address.

Si la demande de dégrèvement total ou partiel ou d'augmentation du montant du remboursement doit être transmise par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

If the request for total or partial cancellation of the C. O. D. charge or an increase therein must be sent by telegraph, the charge for the telegram is increased by the rate applicable to a single-rate registered letter.

ARTICLE 65.

Responsabilité en cas de perte de l'envoi.

ARTICLE 65

*Responsibility in case of loss of articles*

Responsibility for loss of articles.

La perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par les articles 56 et 57.

The loss of a registered C. O. D. article involves the responsibility of the postal service under the conditions laid down by Articles 56 and 57.

Ante, pp. 2078, 2079.

ARTICLE 66.

Garantie des sommes encaissées régulièrement.

ARTICLE 66

*Guarantee of sums regularly collected*

Guarantee of sums regularly collected.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, qu'elles aient été ou non converties en

The sums regularly collected from the addressees, whether or not they have been converted

mandats de poste ou versées en compte courant postal, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant les mandats de poste ou par les prescriptions régissant le service des chèques et virements postaux.

into money orders or turned over to a current postal-check account, are guaranteed to the sender under the conditions laid down by the Agreement concerning money orders, or by the provisions governing the postal-check service.

## ARTICLE 67.

Indemnité en cas de non-encaissement du montant du remboursement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

1.—Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai d'un an prévu à l'article 53 et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part, ou que le contenu de l'envoi ne tombe sous le coup des interdictions prévues aux articles 34, §§ 4 et 6, lettre c), et 46, § 1.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

2.—L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

## ARTICLE 68.

Sommes encaissées régulièrement. Indemnités. Paiement et recours.

L'obligation de payer les sommes encaissées régulièrement ou l'indemnité dont il est question à l'article 67 incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.

## ARTICLE 67

*Indemnity in case of non-collection, insufficient or fraudulent collection of the C. O. D. charge*

1. If the article has been delivered to the addressee without collecting the amount of the C. O. D. charge, the sender is entitled to indemnity, provided that inquiry has been made within the period of one year prescribed by Article 53, and unless the non-collection is due to fault or negligence on his part, or unless the contents of the article come under the prohibitions laid down by Articles 34, Sections 4 and 6, letter (c), and 46, Section 1.

The same applies if the sum collected from the addressee is lower than the amount of the C. O. D. charge indicated, or if the collection has been made fraudulently.

In no case may the indemnity exceed the amount to be collected on delivery.

2. The Administration which has effected payment of the indemnity is subrogated up to the amount of such indemnity in the rights of the person who has received it for all eventual recourse against the addressee, the sender, or third parties.

## ARTICLE 68

*Sums regularly collected. Indemnity. Payment and recourse*

The obligation of paying the sums regularly collected, or the indemnity referred to in Article 67, falls upon the Administration to which the office of origin of the article belongs, subject to its right to make a claim against the responsible Administration.

Indemnity or non-collection, etc.

*Ante*, p. 2077.

*Ante*, pp. 2066, 2067, 2071.

Deficiency or fraud.

Subrogation.

Payment of collections, etc.

## ARTICLE 69.

## Délai de paiement.

Period for indemnity payment.  
*Ante*, p. 2080.

Les dispositions de l'article 60 concernant les délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'appliquent au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité pour les envois contre remboursement.

## ARTICLE 70.

## Détermination de la responsabilité.

Fixing of responsibility.

Le paiement, par l'Administration expéditrice, des sommes encaissées régulièrement ou de l'indemnité prévue à l'article 67 se fait pour le compte de l'Administration destinataire. Celle-ci est responsable, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration expéditrice.

En cas d'encaissement frauduleux à la suite de la disparition, dans le service, d'un envoi contre remboursement, la responsabilité des Administrations en cause est déterminée selon les règles prévues à l'article 61 pour la perte d'un envoi recommandé. Toutefois, la responsabilité d'une Administration intermédiaire qui ne participe pas au service des remboursements est limitée à celle qui est prévue aux articles 56 et 57 pour les envois recommandés. Les autres Administrations supportent par parts égales le montant non couvert.

*Ante*, p. 2080.

*Ante*, pp. 2078, 2079.

## ARTICLE 71.

## Remboursement des sommes avancées.

Repayment of advances.

L'Administration destinataire est tenue de rembourser à l'Administration expéditrice dans les conditions prévues à l'article 62 les sommes qui ont été avancées pour son compte.

*Ante*, p. 2081.

## ARTICLE 72.

## Mandats de remboursement et bulletins de versement.

C. O. D. money orders.

1.—Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif

## ARTICLE 69

*Period for payment*

The provisions of Article 60 concerning the periods for payment of indemnity for the loss of a registered article are applicable to the payment of the sums collected or of the indemnity for C. O. D. articles.

## ARTICLE 70

*Fixing of responsibility*

The payment by the dispatching Administration of the sums regularly collected, or of the indemnity provided for by Article 67, is effected on behalf of the Administration of destination. The latter is responsible, unless it can prove that the irregularity was due to the failure of the dispatching Administration to observe a provision of the regulations.

In case of fraudulent collection as a result of the loss of a C. O. D. article in the service, the responsibility of the Administrations involved is determined in accordance with the rules laid down by Article 61 for the loss of a registered article. However, the responsibility of an intermediate Administration which does not participate in the C. O. D. service is limited to that prescribed by Articles 56 and 57 for registered articles. The other Administrations pay the amount not covered in equal shares.

## ARTICLE 71

*Repayment of sums advanced*

The Administration of destination is bound to reimburse the Administration of origin, under the conditions prescribed by Article 62, for the sums which have been advanced on its behalf.

## ARTICLE 72

*C. O. D. money orders and transfer bulletins*

1. The amount of a C. O. D. money order which, for any rea-

quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Administration d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Administration expéditrice de l'envoi grevé de remboursement et revient définitivement à cette Administration après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards, et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

2.—Lorsque, pour une cause quelconque, un bulletin de versement émis en conformité des prescriptions de l'article 63 ne peut être porté au crédit du bénéficiaire indiqué par l'expéditeur de l'envoi contre remboursement, le montant de ce bulletin doit être mis, par l'Administration qui l'a encaissé, à la disposition de l'Administration d'origine pour être payé à l'expéditeur de l'envoi.

Si ce paiement ne peut être effectué, il est procédé comme il est prévu au § 1.

son, has not been paid to the payee, is not repaid to the Administration of issue. It is held at the disposal of the payee by the Administration or origin of the C. O. D. article, and finally reverts to that Administration, after the expiration of the period prescribed by law.

In all other respects, and apart from the exceptions laid down by the Regulations, C. O. D. money orders are subject to the provisions of the Agreement concerning money orders.

2. When, for any reason, a transfer bulletin issued in accordance with the provisions of Article 63 can not be entered to the credit of the payee indicated by the sender of the C. O. D. article, the amount of such bulletin shall be placed, by the Administration which has cashed it, at the disposal of the Administration of origin, to be paid to the sender of the article.

If this payment can not be effected, the procedure outlined in Section 1 is followed.

Transfer bulletins.

Ante, p. 2083.

#### ARTICLE 73.

Bonification de la taxe et du droit de remboursement.

L'Administration d'origine bonifie à l'Administration de destination, dans les conditions prescrites par le Règlement, une quote-part fixe de 20 centimes par remboursement, plus  $\frac{1}{4}\%$  de la somme totale des mandats de remboursement payés.

#### ARTICLE 73

*Sharing of C. O. D. charges and fees*

The Administration of origin credits the Administration of destination, under the conditions fixed by the Regulations, with a fixed quota of 20 centimes per C. O. D. article, plus  $\frac{1}{4}$  per cent of the total amount of C. O. D. money orders paid.

Sharing of C. O. D. charges and fees.

#### CHAPITRE IV.

ATTRIBUTION DES TAXES.  
FRAIS DE TRANSIT.

#### ARTICLE 74.

Attribution des taxes.

Sauf les cas expressément prévus par la Convention, chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

#### CHAPTER IV

RETENTION OF POSTAGE.  
TRANSIT CHARGES

#### ARTICLE 74

*Retention of postage*

Except in cases expressly provided for by the Convention, each Administration retains the whole of the postage which it collects.

Retention of postage.

## ARTICLE 75.

## Frais de transit.

Transit charges.

1.—Les correspondances échangées en dépêches closes entre deux Administrations, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations (services tiers), sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit indiqués dans le tableau suivant:

	Par kilogramme	
	de lettres et de cartes postales	d'autres objets
	Fr. c.	Fr. c.
<b>1° Parcours territoriaux:</b>		
Jusqu'à 1000 km.....	— 60	— 08
Au-delà de 1000 jusqu'à 2000 km.....	— 80	— 12
Au-delà de 2000 jusqu'à 3000 km.....	1. 20	— 16
Au-delà de 3000 jusqu'à 6000 km.....	2. —	— 24
Au-delà de 6000 jusqu'à 9000 km.....	2. 80	— 32
Au-delà de 9000 km.....	3. 60	— 40
<b>2° Parcours maritimes:</b>		
Jusqu'à 300 milles marins.....	— 60	— 08
Au-delà de 300 jusqu'à 1500 milles marins.....	1. 60	— 20
Entre l'Europe et l'Amérique du Nord.....	2. 40	— 32
Au-delà de 1500 jusqu'à 6000 milles marins.....	3. 20	— 40
Au-delà de 6000 milles marins.....	4. 80	— 60

Maritime service.

2.—Les frais de transit pour le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins sont fixés au tiers des sommes prévues au § 1, si l'Administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches transportées, la rémunération afférente au transit territorial.

Transit by two or more Administrations.

3.—En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours maritime total ne peuvent pas dépasser 4 francs 80 par kilogramme de lettres et de cartes postales et 60 centimes par kilogramme d'autres objets. Le cas échéant, ces montants maxima sont répartis entre les Administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues.

## ARTICLE 75

## Transit charges

1. Articles of correspondence exchanged in closed mails between two Administrations, by means of the services of one or more other Administrations (third services), are liable, for the benefit of each of the countries traversed or whose services participate in the conveyance, to the transit charges indicated in the following table:

	Per kilogram	
	of letters and post cards	of other articles
	Fr. c.	Fr. c.
<b>1° Territorial transit:</b>		
Up to 1,000 km.....	0. 60	0. 08
From 1,000 to 2,000 km.....	0. 80	0. 12
From 2,000 to 3,000 km.....	1. 20	0. 16
From 3,000 to 6,000 km.....	2. 00	0. 24
From 6,000 to 9,000 km.....	2. 80	0. 32
Over 9,000 km.....	3. 60	0. 40
<b>2° Maritime transit:</b>		
Up to 300 nautical miles.....	0. 60	0. 08
From 300 to 1,500 nautical miles.....	1. 60	0. 20
Between Europe and North America.....	2. 40	0. 32
From 1,500 to 6,000 nautical miles.....	3. 20	0. 40
Over 6,000 nautical miles.....	4. 80	0. 60

2. The transit charges for maritime conveyance on a route not exceeding 300 nautical miles are fixed at one-third the amounts set forth in Section 1, if the Administration concerned already receives, on account of the mails transported, compensation for territorial transit.

3. In the case of maritime transit effected by two or more Administrations, the total maritime transit charges may not exceed 4 francs 80 centimes per kilogram of letters and post cards or 60 centimes per kilogram of other articles. When occasion arises, those maximum amounts are divided between the Administrations taking part in the transportation in proportion to the distances traversed.

4.—Sont considérés comme services tiers, à moins d'arrangement contraire, les transports maritimes effectués directement entre deux pays au moyen de navires de l'un d'eux ainsi que les transports effectués entre deux bureaux d'un même pays par l'intermédiaire de services d'un autre pays.

5.—Sont considérés comme autres objets, en ce qui concerne le transit, les petits paquets, les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques ainsi que les boîtes avec valeur déclarée expédiées en vertu de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

6.—Les dépêches mal dirigées sont considérées, en ce qui concerne le paiement des frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale.

## ARTICLE 76.

## Exemption de frais de transit.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, les correspondances en franchise postale mentionnées à l'article 49, les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine, les envois réexpédiés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal, notamment les plis concernant les virements postaux.

## ARTICLE 77.

## Services extraordinaires.

Les frais de transit spécifiés à l'article 75 ne s'appliquent pas au transport au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

4. Barring contrary agreement, maritime transportation effected directly between two countries by means of ships of one of them, as well as conveyance effected between two offices of one and the same country through the intermediary of services of another country, is considered as a third service.

5. Small packets, newspapers or packages of newspapers and periodicals sent by virtue of the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals, as well as insured boxes sent by virtue of the Agreement concerning insured letters and boxes, are considered as *other articles* in regard to transit.

6. Missent dispatches are considered, in regard to the payment of transit charges, as if they had followed their normal route.

## ARTICLE 76

*Freedom from transit charges*

The following are exempt from all territorial or maritime transit charges: The correspondence sent free of postage mentioned in Article 49; reply post cards returned to the country of origin; redirected articles; returned undeliverable articles; return receipts; money orders; and all other documents relating to the postal service, particularly correspondence relative to postal checks.

## ARTICLE 77

*Extraordinary services*

The transit charges specified in Article 75 do not apply to transportation by means of extraordinary services specially created or maintained by one Administration at the request of one or more other Administrations. The conditions for that class of conveyance are fixed by mutual agreement between the Administrations concerned.

Third service.

Newspapers, etc.

Missent dispatches.

Transit charges.  
Matter exempt.

Ante, p. 2074.

Extraordinary  
services.

## ARTICLE 78.

## Payements et décomptes.

Transit cost.

1.—Les frais de transit sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

Basis for charges.

2.—Le décompte général de ces frais a lieu d'après les données de relevés statistiques établis, une fois tous les trois ans, pendant une période de quatorze jours. Cette période est portée à vingt-huit jours pour les dépêches échangées moins de six fois par semaine par les services d'un pays quelconque.

Le Règlement détermine la période et la durée d'application des statistiques.

Arbitration.

3.—Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats d'une statistique qui, d'après elle, différerait trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 11.

Anse, p. 2065.

Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais de transit à payer.

## ARTICLE 78

*Payments and accounts*

1. The cost of transit is borne by the Administration of the country of origin.

2. The general accounting for such charges is effected on the basis of statistics taken once every three years, during a period of fourteen days. That period is extended to twenty-eight days for dispatches exchanged less than six times a week through the services of any country.

The Regulations determine the period and length of application of the statistics.

3. Any Administration is authorized to submit to a board of arbiters for consideration the results of statistics which, in its opinion, differ too greatly from reality. Such arbitration is effected in accordance with the provisions of Article 11.

The arbitrators are authorized to determine the proper amount of transit charges to be paid.

## ARTICLE 79.

## Echange de dépêches closes avec des bâtiments de guerre.

Exchange of closed mails with warships.

1.—Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, ou entre le commandant d'une de ces divisions navales ou d'un de ces bâtiments de guerre et le commandant d'une autre division ou d'un autre bâtiment du même pays, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes d'autres pays.

2.—Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés,

## ARTICLE 79

*Exchange of closed mails with warships*

1. Closed mails may be exchanged between the post offices of any one of the contracting countries and the commanding officers of naval divisions or warships of the same country stationed abroad, or between the commanding officer of one of those naval divisions or warships and the commanding officer of another division or ship of the same country, through the intermediary of land or sea services of other countries.

2. Correspondence of all kinds comprised in such dispatches shall be exclusively addressed to or sent by the officers and crews of the ships of destination or origin of the mails; the rates and conditions of dispatch applicable to them are determined, according to its domestic regulations, by the

d'après ses règlements intérieurs, Postal Administration of the country to which the ships belong.

3.—Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, l'Administration postale expéditrice ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Administrations intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 75.

3. Barring contrary agreement between the Administrations concerned, the Postal Administration dispatching or receiving the mails in question is indebted to the intermediate Administrations for transit charges calculated in accordance with the provisions of Article 75.

## DISPOSITIONS DIVERSES.

## VARIOUS PROVISIONS

## ARTICLE 80.

## ARTICLE 80

Inobservation de la liberté de transit.

*Failure to observe liberty of transit*

Lorsqu'un pays n'observe pas les dispositions de l'article 26 concernant la liberté de transit, les Administrations ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays. Elles doivent donner préalablement avis de cette mesure par télégramme aux Administrations intéressées.

When a country does not observe the provisions of Article 26 concerning liberty of transit, Administrations have the right to discontinue postal service with that country. They must give advance notice of that measure by telegraph to the Administrations concerned.

Failure to observe liberty of transit.  
*Ante*, p. 2061.

## ARTICLE 81.

## ARTICLE 81

Engagements relatifs aux mesures pénales.

*Obligations relative to penal measures*

Les Pays contractants s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs respectifs, les mesures nécessaires:

The contracting countries undertake to adopt, or to propose to their respective legislative bodies, the necessary measures:

a) pour punir la contrefaçon des timbres-poste, des coupons-réponse internationaux et des cartes d'identité postales;

(a) For punishing the counterfeiting of postage stamps, international reply coupons, and postal identity cards;

b) pour punir l'usage ou la mise en circulation:

(b) For punishing the use or placing in circulation of

1° de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi, ainsi que d'empreintes contrefaites ou ayant déjà servi de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;

(1) counterfeit or used postage stamps, as well as counterfeit or used impressions of stamping machines or printed indicia;

2° de coupons - réponse internationaux contrefaits;

(2) counterfeit international reply coupons;

3° de cartes d'identité postales contrefaites;

(3) counterfeit postal identity cards;

Obligations relative to penal measures.

Counterfeiting.

Fraudulent use of identity cards.

Fraudulent manufacture, etc., of stamps.

Unlawful mailing of narcotics.

c) pour punir *l'emploi frauduleux* de cartes d'identité régulières;

d) pour interdire et réprimer toutes opérations frauduleuses de fabrication et de mise en circulation de vignettes et timbres en usage dans le service postal, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des Pays contractants;

e) pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion d'opium, de morphine, de cocaïne ou d'autres stupéfiants dans des envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la Convention et les Arrangements.

(c) For punishing the fraudulent use of regular identity cards;

(d) For prohibiting and suppressing all fraudulent operations of manufacture and placing in circulation of embossed or adhesive stamps in use in the postal service, which are counterfeited or imitated in such a way that they could be confused with embossed or adhesive stamps issued by one of the contracting countries;

(e) For preventing, and, if occasion arises, punishing the insertion of opium, morphine, cocaine or other narcotics in mail articles in favor of which such insertion is not expressly authorized by the Convention and Agreements.

#### DISPOSITIONS FINALES.

##### ARTICLE 82.

Mise à exécution et durée de la Convention.

La présente Convention sera mise à exécution le *1er juillet 1940* et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la *République Argentine* et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à *Buenos Aires*, le *23 mai 1939*.

#### FINAL PROVISIONS

##### ARTICLE 82

*Effective date and duration of the Convention*

The present Convention will become effective on July 1, 1940, and will remain in force for an indefinite period.

In faith of which, the plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated have signed the present Convention in one copy, which will be filed in the Archives of the Government of the Argentine Republic, and a copy of which will be delivered to each party.

Done at Buenos Aires, May 23, 1939.

Effective date and duration.

Signatures.

- Pour l'Afghanistan:*
- Pour l'Union de l'Afrique du Sud:*  
J. N. REDELINGHUYS.  
H. C. WAIN.
- Pour l'Albanie:*
- Pour l'Allemagne:*
- Pour les Etats-Unis d'Amérique:*  
*Pour James W. Cole:*  
JOHN E. LAMIELL.  
JOHN E. LAMIELL.  
STEWART M. WEBER.
- Pour l'ensemble des Possessions des Etats-Unis d'Amérique:*  
*Pour James W. Cole:*  
JOHN E. LAMIELL.  
JOHN E. LAMIELL.  
STEWART M. WEBER.
- Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite:*
- Pour la République Argentine:*  
A. C. ESCOBAR.  
A. FUNES LASTRA.  
R. R. TULA.  
F. VÁZQUEZ.  
M. SÁENZ BRIONES.  
RAÚL C. MIGONE.  
CARLOS H. SAL.  
R. A. PAN.  
G. A. GARCÍA.  
I. RUÍZ MORENO.  
A. T. COSENTINO.
- Pour la Commonwealth de l'Australie:*  
M. B. HARRY.  
A. SLADDIN.
- Pour la Belgique:*  
O. SCHOCKAERT.
- Pour la Colonie du Congo belge:*  
E. MONS.
- Pour la Bolivie:*  
PÉREZ ABASTO.  
J. GMO. CANEDO.  
J. LIEVANA.
- Pour le Brésil:*  
RAÚL CAMARATE.  
JOAQUÍM VIANNA.  
*Pour Confucio Augusto Pamplona:*  
RAÚL CAMARATE.
- Pour la Bulgarie:*  
M. GHÉORGHIEV.
- Pour le Canada:*  
JOHN A. SULLIVAN.  
H. BEAULIEU.  
R. H. MAC NABB.
- Pour le Chili:*  
ALBERTO SEPÚLVEDA  
CONTRERAS.
- Pour la Chine:*  
H. K. CHANG CHIEN.
- Pour la République de Colombie:*  
*Pour R. Uribe Escobar:*  
E. CARRIZOSA.  
E. CARRIZOSA.
- Pour la République de Costa-Rica:*  
ALBERTO SEPÚLVEDA  
CONTRERAS.
- Pour la République de Cuba:*  
J. A. MONTALVO.  
A. TORRADEMÉ.  
JESÚS LAGO LUNAR.
- Pour le Danemark:*  
ARNE KROG.
- Pour la Ville libre de Danzig:*  
RENÉ MACHALSKI.
- Pour la République Dominicaine:*  
TULIO M. CESTERO.  
M. ALVAREZ ARÁNGUIZ.
- Pour l'Égypte:*  
M. WAGUIH.
- Pour la République de El Salvador:*  
JOSÉ VILLEGAS MUÑOZ.
- Pour l'Équateur:*  
F. GUARDERAS.  
L. G. DILLON.
- Pour l'Espagne:*
- Pour l'ensemble des Colonies espagnoles:*
- Pour l'Estonie:*  
G. JALLAJAS.
- Pour la Finlande:*  
NIILLO ORASMAA.
- Pour la France:*  
ED. QUENOT.  
L. GENTHON.  
P. GRANDSIMON.  
F. NAVECH.
- Pour l'Algérie:*  
PAOLI.

- Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:*  
*Pour l'ensemble des autres Colonies françaises:*  
 R. BOURGOIN.
- Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:*  
 D. J. LIDBURY.  
 D. O. LUMLEY.  
 E. P. BELL.  
 A. L. WILLIAMS.
- Pour l'ensemble des Colonies britanniques, y compris les Territoires d'outre-mer, les Protectorats et les Territoires sous suzeraineté ou sous mandat:*
- Pour la Grèce:*  
 V. DENDRAMIS.  
 S. CAMILIÉRIS.
- Pour le Guatemala:*  
 M. ARROYO.
- Pour la République d'Haïti:*  
 FAUSTIN G. TRONGÉ.
- Pour la République du Honduras:*  
 ARTURO MEJÍA NIETO.
- Pour la Hongrie:*
- Pour l'Inde britannique:*  
 MOHD. AL HASAN.  
 H. L. JERATH.  
 N. CHANDRA.
- Pour l'Iran:*  
 DR. A. A. DAFTARY.
- Pour l'Iraq:*  
 D. J. LIDBURY.  
 D. O. LUMLEY.  
 E. P. BELL.  
 A. L. WILLIAMS.
- Pour l'Irlande:*  
 P. DE BLÁCA.  
 S. S. PUIRSEAL.
- Pour l'Islande:*  
 ARNE KROG.
- Pour l'Italie:*
- Pour l'ensemble des Colonies et Possessions italiennes autres que l'Afrique orientale italienne:*
- Pour l'Afrique orientale italienne:*
- Pour le Japon:*  
 IWATARO UCHIYAMA.  
 SEIITI OKAZAKI.  
 JIRO NAKAYAMA.  
 TOSIO YAMATO.
- Pour le Chosen:*  
 SEIITI OKAZAKI.  
 KEISI FUKUDA.
- Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:*  
 IWATARO UCHIYAMA.  
 KANJI ITO.
- Pour la Lettonie:*  
 DR J. BUSER.  
 L. ROULET.
- Pour les Etats du Levant sous Mandat français (Syrie et Liban):*  
 M. USCLAT.
- Pour la République de Libéria:*  
 DIXON BROWN.
- Pour la Lithuanie:*  
 J. AUKSTUOLIS.  
 B. BLAVESCIUNAS.
- Pour le Luxembourg:*  
 O. SCHOCKAERT.
- Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):*  
 H. F. DUSSOL.
- Pour le Maroc (Zone espagnole):*
- Pour le Mexique:*  
 ALFONSO GÓMEZ MORENTÍN.  
 ALMADA BECERRA.  
 E. VALDÉS GENES.
- Pour le Nicaragua:*  
 RUBÉN DARÍO.
- Pour la Norvège:*  
 STEN HAUG.  
 OSKAR HOMME.
- Pour la Nouvelle-Zélande:*  
 J. MADDEN.
- Pour la République de Panama:*  
 VIAL.
- Pour le Paraguay:*  
 HIGINIO ARBO.  
 RAMÓN LARA CASTRO.  
 J. F. PÉREZ ACOSTA.
- Pour les Pays-Bas:*  
 DUYNSTEE.  
 VAN GOOR.
- Pour Curaçao et Surinam:*  
 HOOGWOONING.

*Pour les Indes néerlandaises:*

VAN DOOREN.  
HAJENIUS  
P. J. LEEMEYER.  
HOOGWOONING.

*Pour le Pérou:*

ERNESTO CÁCERES.  
POUR JORGE CHAMOT.  
ERNESTO CÁCERES.

*Pour la Commonwealth des Philippines:*

F. CUADERNO.

*Pour la Pologne:*

RENÉ MACHALSKI.  
M. HERWICH.  
T. JAROŃ.

*Pour le Portugal:*

DUARTE CALHEIROS.  
A. BASTOS GAVIÃO.  
J. QUADRIO MORÃO.

*Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale:*

ARNALDO DE PAIVA  
CARVALHO.

*Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie:*

MARIO MONTEIRO DE MACEDO

*Pour la Roumanie:*

C. STEFANESCO.  
N. M. GEORGESCO.

*Pour la République de Saint-Marin:**Pour le Siam:*

LUANG KOVID APAIVONGSE.

*Pour la Suède:*

GUNNAR LAGER.  
THURE NYLUND.  
ALLAN HULTMAN

*Pour la Confédération Suisse:*

DR J. BUSER.  
L. ROULET

*Pour la Tchéco-Slovaquie:*

*Pour la Tunisie:*  
ED. QUENOT

*Pour la Turquie:*

APTULAHAT AKSIN  
ad referendum

*Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:*

P. GLINKINE  
V. IVANOV

*Pour la République O. de l'Uruguay:*

F. A. COSTANZO  
ADOLFO AGORIO

*Pour l'Etat de la Cité du Vatican:*

RÓMULO ET CHEVERRY  
BONEO.

*Pour les Etats-Unis de Venezuela:*

E. GANTEAUME-TOVAR  
F. VÉLEZ-SALAS

*Pour l'Yémen:**Pour le Royaume de Yougoslavie:*

SVET. M. DRAGICEVIC  
MILOMIR LJ. MICIC.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Convention, signed at Buenos Aires on the 23rd day of May, 1939, revising the Universal Postal Convention which was concluded at Cairo on the 20th day of March, 1934; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster General, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States of America.

This ratification is applicable to the United States of America, the insular possessions of the United States of America mentioned in Article 8 (1°), and to Samoa and the Panama Canal Zone.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States of America to be hereunto affixed this 12th day of January, 1940.

[SEAL]

JAMES A FARLEY  
Postmaster General.

I hereby approve the above-mentioned Convention, and in testimony thereof have caused the seal of the United States of America to be hereto affixed.

[SEAL]

By the President:

CORDELL HULL

Secretary of State.

Washington January 25, 1940.

FRANKLIN D ROOSEVELT

Ratification and approval by Postmaster General.

Art. p. 2053.

Approval by the President.

PROTOCOLE FINAL DE  
LA CONVENTION.

FINAL PROTOCOL OF  
THE CONVENTION

Final protocol.

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires sous-signés sont convenus de ce qui suit:

At the moment of proceeding to sign the Universal Postal Convention concluded on the present date, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows:

I.

I

Retrait. Modification d'adresse.

*Withdrawal. Change of address*

Provisions not applicable to Great Britain, etc.  
*Ante, p. 2075.*

Les dispositions de l'article 51 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, ni à ceux des Dominions, Colonies et Protectorats britanniques dont la législation intérieure ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse de correspondances à la demande de l'expéditeur.

The provisions of Article 51 do not apply to Great Britain, nor to those of the British Dominions, Colonies and Protectorates, whose domestic legislation does not permit the withdrawal or change of address of correspondence at the request of the sender.

II.

II

Equivalentes. Limites maxima et minima.

*Equivalentes. Maximum and minimum limits*

Equivalentes; maximum and minimum limits.

1.—Chaque pays a la faculté de majorer de 40% ou de réduire de 20% au maximum les taxes prévues à l'article 34, § 1, conformément aux indications du tableau ci-après:

1. Each country has the option of increasing by 40 per cent, or of decreasing by 20 per cent, at most, the postage rates fixed by Article 34, Section 1, in accordance with the indications of the following table:

*Ante, p. 2064.*

	Limites inférieures	Limites supérieures
	Centimes	Centimes
premier échelon.....	10	20
Lettres par échelon supplémentaire.....	0,6	10,8
simples.....	0,6	10,8
Cartes postales avec réponse payée.....	10,8	33,6
Papiers d'affaires, par 50 grammes.....	3,2	5,6
minimum de taxe.....	10	20
Imprimés, par 50 grammes.....	3,2	5,6
Impressions en relief pour les aveugles, par 1000 grammes.....	1,6	2,8
Echantillons de marchandises, par 50 grammes.....	3,2	5,6
minimum de taxe.....	6,4	11,8
Petits paquets, par 50 grammes.....	6,4	11,8
minimum de taxe.....	32	56
Envois "Phonopost": premier échelon.....	12	21
par échelon supplémentaire.....	8	14

	Minimum limits	Maximum limits
	Centimes	Centimes
Letters: First unit.....	10	20
Each additional unit.....	0.6	10.8
Post cards: Single.....	0.6	10.8
With reply paid.....	10.2	33.6
Commercial papers: Each 50 grams.....	3.2	5.6
Minimum charge.....	10	20
Prints: Each 50 grams.....	3.2	5.6
Raised print for the blind: Each 1,000 grams.....	1.6	2.8
Samples of merchandise: Each 50 grams.....	3.2	5.6
Minimum charge.....	6.4	11.2
Small packets: Each 50 grams.....	6.4	11.2
Minimum charge.....	32	56
"Phonopost" articles: First unit.....	12	21
Each additional unit.....	8	14

Basis of rates chosen.

Les taxes choisies doivent, autant que possible, être entre elles dans les mêmes proportions que les taxes de base, chaque Administration ayant la faculté d'arrondir

The rates chosen shall, as far as possible, be in the same proportion among themselves, as the basic rates, each Administration having the option of rounding off

ses taxes *en plus ou en moins selon le cas et suivant les convenances de son système monétaire.*

2.—Le tarif adopté par un pays s'applique aux taxes à percevoir à l'arrivée par suite d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

its rates higher or lower as the case may be, in order to suit the convenience of its monetary system.

2. The rates adopted by a country are applicable to the charges to be collected upon arrival as a result of absence or insufficiency of prepayment.

Unpaid or insufficient postage.

### III.

Once avoirdupois.

Il est admis, par mesure d'exception, que les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal, ont la faculté d'y substituer l'once avoirdupois (28,3465 grammes) en assimilant 1 once à 20 grammes pour les lettres et les envois dits "Phonopost" et 2 onces à 50 grammes pour les papiers d'affaires, imprimés, impressions en relief à l'usage des aveugles, échantillons et petits paquets.

### III

*Avoirdupois ounce*

It is agreed, as an exceptional measure, that countries which, on account of their domestic legislation, can not adopt the decimal metric system of weights, have the option of substituting therefor the avoirdupois ounce (28.3465 grams), assimilating one ounce to 20 grams for letters and *Phonopost* articles, and 2 ounces to 50 grams for commercial papers, prints, raised print for the use of the blind, samples and small packets.

Avoirdupois ounces.

### IV.

Dépôt de correspondances à l'étranger.

Aucun pays n'est tenu d'acheminer, ni de distribuer aux destinataires, les envois que des expéditeurs quelconques domiciliés sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger en vue de bénéficier des taxes plus basses qui y sont établies. La règle s'applique sans distinction, soit aux envois préparés dans le pays habité par l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois confectionnés dans un pays étranger. L'Administration intéressée a le droit, ou de renvoyer les objets en question à l'origine, ou de les frapper de ses taxes intérieures. Les modalités de la perception des taxes sont laissées à son choix.

### IV

*Mailing of correspondence in another country*

No country is bound to forward or deliver to addressees articles which any senders domiciled on its territory mail or cause to be mailed in a foreign country with a view to profiting by lower rates which are established there. The rule applies, without distinction, either to articles prepared in the country inhabited by the sender and subsequently transported across the border, or to articles prepared in a foreign country. The Administration concerned has the right either to return the articles in question to origin or to charge them with its domestic postage rates. The methods of collecting the charges are left to its discretion.

Mailing of correspondence in another country.

### V.

Coupons-réponse.

Les Administrations ont la faculté de ne pas se charger du débit des coupons-réponse.

### V

*Reply coupons*

Administrations have the option of not undertaking the sale of reply coupons.

Reply coupons.

## VI.

## Droit de recommandation.

Registration fee.

*Ante*, p. 2078.

Les pays qui ne peuvent pas fixer à 40 centimes le droit de recommandation prévu à l'article 54, § 2, sont autorisés à percevoir un droit pouvant s'élever jusqu'à 50 centimes ou éventuellement jusqu'au taux fixé pour leur service intérieur.

## VII.

## Services aériens.

Provisions considered part of Convention, etc.

Les dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne sont annexées à la Convention postale universelle et sont considérées comme faisant partie intégrante de celle-ci et de son Règlement.

Modifications.

Toutefois, par dérogation aux dispositions générales de la Convention, la modification de ces dispositions peut être envisagée de temps à autre par une Conférence comprenant les représentants des Administrations directement intéressées.

Calling of Conference.

Cette Conférence peut être convoquée par l'intermédiaire du Bureau international à la demande de trois au moins de ces Administrations.

Submission of proposals.

L'ensemble des dispositions proposées par cette Conférence devra être soumis, par l'intermédiaire du Bureau international, au vote des Pays de l'Union. La décision sera prise à la majorité des voix exprimées.

## VIII.

*Exception à la liberté du transit des petits paquets.*

Union of Soviet Socialist Republics.  
Exception to liberty of transit for small packets.  
*Ante*, p. 2061.

*Par dérogation aux dispositions de l'article 26 de la Convention, l'Administration des postes de l'Union des Républiques Socialistes est autorisée à ne pas admettre les petits paquets en transit par ses territoires, étant entendu que cette restriction s'appliquera indistinctement à tous les pays de l'Union.*

## VI

*Registration fee*

Countries which can not fix at 40 centimes the registration fee contemplated by Article 54, Section 2, are authorized to collect a fee which may amount to as much as 50 centimes, or their domestic registration fee if this is higher.

## VII

*Air services*

The provisions concerning the transportation of regular mails by air are appended to the Universal Postal Convention and are considered as forming an integral part of it and its Regulations.

However, by exception to the general provisions of the Convention, the modification of those provisions may be undertaken from time to time by a Conference comprising the representatives of the Administrations directly interested.

That Conference may be called together through the intermediary of the International Bureau, at the request of at least three of those Administrations.

All the provisions proposed by that Conference shall be submitted, through the medium of the International Bureau, to the other countries of the Union, to be voted upon. The decision will be made on a majority of the votes cast.

## VIII

*Exception to liberty of transit for small packets*

By exception to the provisions of Article 26 of the Convention, the Postal Administration of the Union of Soviet Socialist Republics is authorized to refuse the transit of small packets over its territories, with the understanding that this restriction will apply indiscriminately to all the countries of the Union.

## IX.

## IX

Frais spéciaux de transit par le Transsibérien et le Transandin. *Special transit charges for the Trans-Siberian and Trans-Andean routes*

Par dérogation aux dispositions de l'article 75, § 1 (Tableau), l'Administration postale de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes est autorisée à percevoir les frais de transit par la voie du Transsibérien pour les deux directions (Mandchourie ou Vladivostok), à raison de 4 francs 50 par kilogramme de lettres et de cartes postales et de 50 centimes par kilogramme d'autres objets, pour les distances dépassant 6000 kilomètres.

By exception to the provisions of Article 75, Section 1 (Table), the Postal Administration of the Union of Soviet Socialist Republics is authorized to collect transit charges for the Trans-Siberian Railway for both routes (Manchuria or Vladivostok) at the rate of 4 francs 50 centimes per kilogram of letters and post cards and 50 centimes per kilogram of other articles, for distances exceeding 6,000 kilometers.

Special transit charges. Trans-Siberian Railway.

L'Administration de la République Argentine est autorisée à percevoir un supplément de 30 centimes sur les frais de transit mentionnés à l'article 75, § 1, chiffre 1<sup>o</sup>, de la Convention, pour chaque kilogramme de correspondance de toute nature transportée en transit par la section argentine du «Ferrocaril Transandin».

The Administration of the Argentine Republic is authorized to collect a charge of 30 centimes in addition to the transit charges mentioned in Article 75, Section 1, Figure 1<sup>o</sup>, of the Convention, for each kilogram of correspondence of any kind carried in transit by the Argentine section of the Trans-Andean Railway.

Trans-Andean Railway.

## X.

## X

Frais d'entrepôt spéciaux à Aden. *Special warehousing charges at Aden*

A titre exceptionnel, l'Administration d'Aden est autorisée à percevoir une taxe de 40 centimes par sac pour toutes les dépêches entreposées à Aden, pourvu que cette Administration ne reçoive aucun droit de transit territorial ou maritime pour ces dépêches.

As an exceptional measure, the Administration of Aden is authorized to collect a charge of 40 centimes per sack for all dispatches warehoused at Aden, provided that the said Administration does not receive any territorial or maritime transit charges for such dispatches.

Special warehousing charges at Aden.

## XI.

## XI

Frais spéciaux de transbordement *Special charges for transshipment*

Exceptionnellement, l'Administration portugaise est autorisée à percevoir 40 centimes par sac pour toutes les dépêches transbordées au port de Lisbonne.

As an exceptional measure, the Portuguese Administration is authorized to collect 40 centimes per sack for all mails transhipped at the port of Lisbon.

Transshipment at Lisbon.

## XII.

Protocole laissé ouvert aux Pays non représentés.

Protocol left open to countries not represented.

*Le Protocole reste ouvert aux Pays de l'Union, non représentés au Congrès, pour leur permettre d'adhérer à la Convention et aux Arrangements qui y ont été conclus, ou seulement à l'un ou à l'autre d'entre eux.*

## XIII.

Protocole laissé ouvert aux Pays représentés pour signatures et adhésions.

Signatures and adhesions of countries represented.

Le Protocole demeure ouvert en faveur des Pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention ou un certain nombre seulement des Arrangements arrêtés par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Arrangements signés ce jour, ou à l'un ou à l'autre d'entre eux.

## XIV.

Délai pour la notification des adhésions.

Period for notification of adhesions.

Les adhésions prévues aux articles XII et XIII devront être notifiées, en la forme diplomatique, par les Gouvernements intéressés au Gouvernement de la *République Argentine* et par celui-ci aux autres États de l'Union. Le délai accordé auxdits Gouvernements pour cette notification expirera le 1er juillet 1940.

Signatures.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la *Convention* et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la *République Argentine* et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Buenos Aires, le 23 mai 1939.

## XII

*Protocol left open to the countries not represented*

The Protocol remains open to the countries of the Union which were not represented at the Congress, in order to permit them to adhere to the Convention and Agreements concluded there, or merely to one or another of them.

## XIII

*Protocol left open to the countries represented for signatures and adhesions*

The Protocol remains open to those countries whose representatives have today signed only the Convention or only a certain number of the Agreements drawn up by the Congress, for the purpose of permitting them to adhere to the other Agreements signed on this date, or to one or another of them.

## XIV

*Period for notification of adhesions*

The adhesions contemplated in Articles XII and XIII shall be communicated by the respective Governments, through diplomatic channels, to the Government of the Argentine Republic, and by the latter to the other States of the Union. The period which is allowed to the said Governments to make such notification will expire on July 1, 1940.

In faith of which, the undersigned plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which will have the same force and validity as if its provisions were included in the text of the Convention itself, and they have signed it in one copy, which will be filed in the Archives of the Government of the Argentine Republic, and a copy of which will be delivered to each party.

Done at Buenos Aires, May 23, 1939.

- Pour l'Afghanistan:*
- Pour l'Union de l'Afrique du Sud:*  
J. N. REDELINGHUY.  
H. C. WAIN.
- Pour l'Albanie:*
- Pour l'Allemagne:*
- Pour les Etats-Unis d'Amérique:*  
*Pour James W. Cole:*  
JOHN E. LAMIELL.  
JOHN E. LAMIELL.  
STEWART M. WEBER.
- Pour l'ensemble des Possessions des Etats-Unis d'Amérique:*  
*Pour James W. Cole:*  
JOHN E. LAMIELL.  
JOHN E. LAMIELL.  
STEWART M. WEBER.
- Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite:*
- Pour la République Argentine:*  
A. C. ESCOBAR.  
A. FUNES LASTRA.  
R. R. TULA.  
M. SÁENZ BRIONES.  
RAÚL C. MIGONE.  
CARLOS H. SAL.  
R. A. PAN.  
G. A. GARCÍA.  
I. RUÍZ MORENO.  
A. T. COSENTINO.
- Pour la Commonwealth de l'Australie:*  
M. B. HARRY.  
A. SLADDIN.
- Pour la Belgique:*  
O. SCHOCKAERT.
- Pour la Colonie du Congo belge:*  
E. MONS.
- Pour la Bolivie:*  
PÉREZ ABASTO.  
J. GMO. CANEDO.  
J. LIEVANA.
- Pour le Brésil:*  
RAÚL CAMARATE.  
JOAQUÍM VIANNA.  
*Pour Confucio Augusto Pamplona:*  
RAÚL CAMARATE.
- Pour la Bulgarie:*  
M. GHÉORGHIEW.
- Pour le Canada:*  
JOHN A. SULLIVAN.  
H. BEAULIEU.  
R. H. MAC NABB.
- Pour le Chili:*  
ALBERTO SEPÚLVEDA  
CONTRERAS.
- Pour la Chine:*  
H. K. CHANG CHIEN.
- Pour la République de Colombie:*  
*Pour R. Uribe Escobar:*  
E. CARRIZOSA.  
E. CARRIZOSA.
- Pour la République de Costa-Rica:*  
ALBERTO SEPÚLVEDA  
CONTRERAS.
- Pour la République de Cuba:*  
J. A. MONTALVO.  
A. TORRADEMÉ.  
JESÚS LAGO LUNAR.
- Pour le Danemark:*  
ARNE KROG.
- Pour la Ville libre de Danzig:*  
RENÉ MACHALSKI.
- Pour la République Dominicaine:*  
TULIO M. CESTERO.  
M. ALVAREZ ARÁNGUIZ.
- Pour l'Égypte:*  
M. WAGUIH.
- Pour la République de El Salvador:*  
JOSÉ VILLEGAS MUÑOZ.
- Pour l'Équateur:*  
F. GUARDERAS.  
L. G. DILLON.
- Pour l'Espagne:*

*Pour l'ensemble des Colonies espagnoles:*

*Pour l'Estonie:*  
G. JALLAJAS.

*Pour la Finlande:*  
NILO ORASMAA.

*Pour la France:*  
ED. QUENOT.  
L. GENTHON.  
P. GRANDSIMON.  
F. NAVECH.

*Pour l'Algérie:*  
PAOLI.

*Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:*

*Pour l'ensemble des autres Colonies françaises:*  
R. BOURGOIN.

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:*  
D. J. LIDBURY.  
D. O. LUMLEY.  
E. P. BELL.  
A. L. WILLIAMS.

*Pour l'ensemble des Colonies britanniques, y compris les Territoires d'outre-mer, les Protectorats et les Territoires sous suzeraineté ou sous mandat:*

*Pour la Grèce:*  
V. DENDRAMIS.  
S. CAMILIÉRIS.

*Pour le Guatemala:*  
M. ARROYO.

*Pour la République d'Haïti:*  
FAUSTIN G. TRONGÉ.

*Pour la République du Honduras:*  
ARTURO MEJÍA NIETO.

*Pour la Hongrie:*

*Pour l'Inde britannique:*  
MOHD. AL HABAN.  
H. L. JERATH.  
N. CHANDRA.

*Pour l'Iran:*  
DR. A. A. DAFTARY.

*Pour l'Iraq:*  
D. J. LIDBURY.  
D. O. LUMLEY.  
E. P. BELL.  
A. L. WILLIAMS.

*Pour l'Irlande:*  
P. DE BLÁCA.  
S. S. PURSEAL.

*Pour l'Islande:*  
ARNE KROG.

*Pour l'Italie:*

*Pour l'ensemble des Colonies et Possessions italiennes autres que l'Afrique orientale italienne:*

*Pour l'Afrique orientale italienne:*

*Pour le Japon:*  
IWATARO UCHIYAMA.  
SEIITI OKAZAKI.  
JIRO NAKAYAMA.  
TOSIO YAMATO.

*Pour le Chosen:*  
SEIITI OKAZAKI.  
KEISI FUKUDA.

*Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:*  
IWATARO UCHIYAMA.  
KANJI ITO.

*Pour la Lettonie:*  
DR J. BUSER.  
L. ROULET.

*Pour les Etats du Levant sous Mandat français (Syrie et Liban):*  
M. USCLAT.

*Pour la République de Libéria:*  
DIXON BROWN.

*Pour la Lithuanie:*  
J. AUKSTUOLIS.  
B. BLAVESCIUNAS.

*Pour le Luxembourg:*  
O. SCHOCKAERT.

- Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole):*  
H. F. DUSSOL.
- Pour le Maroc (Zone espagnole):*
- Pour le Mexique:*  
ALFONSO GÓMEZ MORENTÍN.  
ALMADA BECERRA.  
E. VALDÉS GENES.
- Pour le Nicaragua:*  
RUBÉN DARÍO.
- Pour la Norvège:*  
STEN HAUG.  
OSKAR HOMME.
- Pour la Nouvelle-Zélande:*  
J. MADDEN.
- Pour la République de Panama:*  
VIAL.
- Pour le Paraguay:*  
HIGINIO ARBO.  
RAMÓN LARA CASTRO.  
J. F. PÉREZ ACOSTA.
- Pour les Pays-Bas:*  
DUYNSTEE.  
VAN GOOR.
- Pour Curaçao et Surinam:*  
HOOGWOONING.
- Pour les Indes néerlandaises:*  
VAN DOOREN.  
HAJENIUS  
P. J. LEEMEYER.  
HOOGWOONING.
- Pour le Pérou:*  
ERNESTO CÁCERES.  
POUR JORGE CHAMOT.  
ERNESTO CÁCERES.
- Pour la Commonwealth des Philippines:*  
F. CUADERNO.
- Pour la Pologne:*  
RENÉ MACHALSKI.  
M. HERWICH.  
T. JARON.
- Pour le Portugal:*  
DUARTE CALHEIROS.  
A. BASTOS GAVIÃO.  
J. QUADRIO MORÃO.
- Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale:*  
ARNALDO DE PAIVA CARVALHO.
- Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie:*  
MARIO MONTEIRO DE MACEDO
- Pour la Roumanie:*  
C. STEFANESCO.  
N. M. GEORGESCO.
- Pour la République de Saint-Marin:*
- Pour le Siam:*  
LUANG KOVID APAIVONGSE.
- Pour la Suède:*  
GUNNAR LAGER.  
THURE NYLUND.  
ALLAN HULTMAN
- Pour la Confédération Suisse:*  
DR J. BUSER.  
L. ROULET
- Pour la Tchéco-Slovaquie:*
- Pour la Tunisie:*  
ED. QUENOT
- Pour la Turquie:*  
APTULAHAT AKSIN  
ad referendum
- Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:*  
P. GLINKINE  
V. IVANOV
- Pour la République O. de l'Uruguay:*  
F. A. COSTANZO  
ADOLFO AGORIO

*Pour l'Etat de la Cité du Vatican:* *Pour l'Yémen:*  
RÓMULO ETCHEVERRY BONEO.

*Pour les Etats-Unis de Vénézuéla:* *Pour le Royaume de Yougoslavie:*  
E. GANTEAUME-TOVAR SVET. M. DRAGICEVIC  
F. VÉLEZ-SALAS MILOMIR LJ. MICIC.

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud déclare que l'acceptation par elle de la présente Convention comprend le Territoire sous mandat de l'Afrique du Sud-Ouest.

*Buenos Aires, le 23 mai 1939.*

J. N. REDELINGHUYLS.

H. C. WAIN.

The delegation of the Union of South Africa declares that the acceptance by it of the present Convention comprises the Mandated Territory of Southwest Africa.

*Buenos Aires, May 23, 1939.*

Ratification and approval by Postmaster General.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Final Protocol, signed at Buenos Aires on the 23rd day of May, 1939, relative to the Universal Postal Convention of Buenos Aires, signed the same day; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster General, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States of America.

*Ante, p. 2053.*

This ratification is applicable to the United States of America, the insular possessions of the United States of America mentioned in Article 8 (1°), and to Samoa and the Panama Canal Zone.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States of America to be hereunto affixed this 12th day of January, 1940.

[SEAL]

JAMES A FARLEY

*Postmaster General.*

Approval by the President.

I hereby approve the above-mentioned Final Protocol, and in testimony thereof have caused the seal of the United States of America to be hereto affixed.

[SEAL]

FRANKLIN D ROOSEVELT

By the President:

CORDELL HULL

*Secretary of State.*

Washington January 25, 1940.